Life & Peace INSTITUTE

GEC-SH
GROUPE D'ETUDES SUR LES CONFLITS ET LA SECURITE HUMAINE



Groupes armés et interactions avec acteurs sociaux, politiques, économiques, sécuritaires et exploitation des ressources naturelles dans les Chefferies des Bafuliru et des Bavira (territoire d'Uvira)

Au-delà du blanchiment, de la criminalité et des tensions ethniques

Octobre 2024

Pour toute information, veuillez contacter

Monsieur Amédée BARHANGANA FIKIRINI
Directeur Régional de Life & Peace Institute - Grands-Lacs
Tel +243 (0)81 56 84 349 | +243 (0)976331585
Email: amedee.fikirini@life-peace.org
Site Internet: www.life-peace.org

Pour citer ce rapport

GEC-SH, et LPI. « Groupes armés et interactions avec acteurs sociaux, politiques, économiques, sécuritaires et exploitation des ressources naturelles dans les chefferies des Bafuliru et des Bavira (Territoire d'Uvira) : Au-delà du blanchiment, de la criminalité et des tensions ethniques ». Bukavu : GEC-SH & Life and Peace Institute, octobre 2024

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS 3

ACRONYMES 4

EXECUTIVE SUMMARY 5

RÉSUMÉ EXÉCUTIF 7

INTRODUCTION 9

PROBLEMATIQUE 10

METHODE, LIMITES, APPRENTISSAGES ET STRUCTURE DU RAPPORT 11

CARTOGRAPHIE DES ZONES VISITEES 13

CHAPITRE 1. INTERACTIONS ENTRE GROUPES ARMÉS, ACTEURS SOCIAUX ET POLITIQUES 14

1.1. ANCRAGE SOCIO-CLANIQUE ET DOMINATION 14

1.2. DE CONVOIS HUMAINS CONTRE DES « FRANCS CONGOLAIS » ? 16

1.3. REVENDICATIONS COLLECTIVES, PROXIMITÉ SOCIO-CLANIQUE ET SÉCURISATION 17

CHAPITRE 2. INTERACTIONS ENTRE GROUPES ARMÉS, ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SÉCURITAIRES 19

2.1. MARCHÉS LOCAUX HEBDOMADAIRES DANS LES ESPACES DE CONFLITS ARMÉS 19

2.2. KALACHNIKOVS ET CHAINES DE VALEUR AGRICOLE 20

2.3. LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT DES MINERAIS 22

2.4. INTERACTIONS AVEC LES ACTEURS SÉCURITAIRES 24

CHAPITRE 3. LA RUÉE SUR LA VACHE 25

3.1. FACTEURS D'INSÉCURITÉ COMME DES DIFFICULTÉS 25

3.2. DESTINATION DES VACHES VOLÉES 25

3.3. NEXUS ENTRE LE FONCIER, LA TRANSHUMANCE ET LES CONFLITS ARMÉS 26

CHAPITRE 4. CONNEXION ET CENTRE D'INTÉRÊTS ENTRE ACTEURS SOCIO-POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, SÉCURITAIRES ET EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES 27

4.1. FEU DJEEF KAPUTULA ET BUCECO AU CŒUR D'INTERACTIONS RÉGIONALES 27

4.2. JÉSUS BUFULIRU ET INTERACTIONS SOCIO-POLITIQUES ET SÉCURITAIRES 28

4.3. GROUPE HONOKÁ ET COBINALI : CONNEXIONS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET SÉCURITAIRES LOCALES 28

4.4. SABOTEUR-CONNECTEUR : JEAN KIMARARUNGU 29

CHAPITRE 5. DIMENSION REGIONALE : ACTEURS TRANSNATIONAUX AU CŒUR DES ENJEUX 30

5.1. RESSOURCES NATURELLES : ENTRE LA CONTREBANDE ET L'IMPORTATION RÉGULIÈRE 30

5.2. MINERAIS DE CALCAIRE : ENJEUX ET CONNEXION TRANSNATIONALE 30

5.3. FDNB À L'EST DE LA RD CONGO : DOLLARS, SURVIE ET AFFAIRES ? 30

5.4. COMPÉTITIONS ENTRE ÉTATS MEMBRES DE L'EAC 31

5.5. RÉORIENTER LA ROUTE DU COLTAN DE RUBAYA, MONUSCO ET SAMIDRC 31

5.6. WAZALENDO : L'ÉQUATION SÉCURITAIRE À PLUSIEURS INCONNUES 32

CONCLUSION 33

RECOMMANDATIONS 34

RÉFÉRENCES 36

REMERCIEMENTS

Ce rapport est le résultat de plusieurs efforts conjugués. De nombreuses personnes y ont contribué soit individuellement, soit collectivement ; soit directement ou encore indirectement. Nous leur exprimons nos sincères remerciements. Notre pensée va tout d'abord aux Ambassades de la Suisse et de la Suède en RD Congo, au PNUD qui ont appuyé financièrement le processus de recherche. Qu'ils trouvent ici l'expression de notre reconnaissance.

Nos remerciements s'adressent ensuite au Directeur Pays de LPI et à toute son équipe pour leur implication soutenue non seulement pour les aspects logistiques, mais aussi pour les aspects scientifiques dans une perspective de recherche collaborative.

Enfin, nous sommes reconnaissants au comité de pilotage qui a été avec l'équipe de recherche du début à la fin du processus. Nous saluons particulièrement leurs commentaires et critiques constructives qui nous ont poussés à chercher encore davantage et à améliorer la qualité de ce rapport.

Mention spéciale à toutes les personnes qui ont accepté de répondre à nos questions, de partager leurs connaissances avec notre équipe, parfois dans un contexte sécuritaire très volatile. Sans leur apport cette étude n'aurait pas pu être effective. Qu'ils trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude.

ACRONYMES

ADEPAE	Action pour le Développement et la Paix Endogènes
AFC	Alliance Fleuve Congo
BUCECO	Burundi Cement Compagny
CCRCC	Commission Consultative de Règlements de Conflits coutumiers
CLS	Conseil Local de Sécurité
CLSE	Conseil Local de Sécurité Élargie
CNDD-FDD	Conseil pour Défense de la Démocratie- Forces de Défense de Démocratie
CNL	Conseil National de Libération
CNRD	Conseil National Pour le Renouveau et la Démocratie
COGAKI	Coalition de Groupement d'Ami
COGALET	Coalition des Groupements d'Ami et Lutte contre le tribalisme
COBINALI	Coopérative Minière et Agricole
DMIAP	Détection Militaires des Activités Anti-Patrie
EAC	Eastern African Community
EACRF	Eastern African Community Regional Force
FABB	Forces d'autodéfenses Biloze Bishambuke
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FARDP	Forces Armées pour la Reconstruction et la défense de la Patrie
FDLR	Forces démocratiques pour la libération du Rwanda
FDNB	Force de Défense Nationale du Burundi
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
FNL	Forces Nationales de Libération
FRF	Forces Républicaines Fédéralistes
FRONABU	Front nationale du Burundi
GEC	Groupe d'Études sur le Congo
GECSH	Groupes d'Études sur les Conflits et la sécurité Humaine
LPI	Life and Peace Institute
M23/AFC	Mouvement du 23/ Mars – Alliance Fleuve Congo
MONUSCO	Missions d'Organisation de Nations Unies pour la Stabilisation de la RD Congo
MSD	Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie
ONG	Organisation Non Gouvernementales
PDDRCS	Programme de Désarmement, Démobilisation et Réintégration communautaire et stabilisation
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNC	Police Nationale Congolaise
PPRD	Parti du Peuple pour la Reconstruction et le Développement
QG	Quartier Général
RED-Tabara	Résistance pour un État de Droit -Tabara
S/CLS	Sous /Comité local de Suivi activités minières
SAEMAPE	Service d'Assistance et d'encadrement des mines à Petites Échelles
SAMIDRC	Southern African Mission in DRC
SOCOMIGO	Société Coopérative minière de Gombaniro
T2	Bureau de Renseignements militaires à la Région Militaire
TAFOC	Task Force Commando
TBC	Tobacco Burundi Compagny
UEEMI	Université Eben- Ezer de Minembwe
UNC	Union pour la Nations Congolaise
VDP	Volontaires pour la Défense de la Patrie

EXECUTIVE SUMMARY

Armed Groups and the Exploitation of Natural Resources

Interactions between armed groups and socio-political, economic and security actors in the Bafuliru and Bavira chiefdoms

Background and Approach

This report examines the interactions between armed groups and socio-political, economic and security actors in relation to the exploitation of natural resources in the Bafuliru and Bavira chiefdoms. The study was conducted by a team of three consultants affiliated with GEC-SH, in collaboration with the Life & Peace Institute (LPI), using a mixed-methods approach.

Key Findings

The research established that:

1. despite conflicts of interest, there is an interconnection between economic, social, political, security and armed actors;
2. these interconnections are driven by considerations of mutual protection, political positioning and the facilitation of economic transactions;
3. local actors are connected to a number of transnational economic operators (in Rwanda and Burundi);
4. interactions between local and regional actors centre on access to the natural resources exploited in the DRC and depend on the volatile security context; and
5. these dynamics affect the peacebuilding process in Uvira and help to shape security dynamics in the sub-region.

Relations between Local Actors

Regarding relations between local actors, the partial withdrawal of the state has allowed certain forces to occupy spaces conducive to interaction, in which armed groups and local self-defence forces play a role. While some behave as community-based 'social and political institutions', warlords from well-established clan networks maintain strong family ties among themselves. Economic, social and political actors each play a part: interactions between armed groups and economic actors take place around taxation, the protection of people and property, and the facilitation of transnational connections. In return, armed groups and local self-defence groups provide security for economic actors and facilitate their movement.

The goods are then transported to Uvira to be smuggled out of the country. Transnational connections thus draw social, economic and political actors into smuggling networks that run from the production of resources to their smuggling into Burundi or Rwanda. It should be noted, however, that interactions between armed groups and economic operators are not always secure; indeed, some armed groups are openly hostile towards economic operators.

Taxation is a major source of income for armed groups and self-defence forces. It is either negotiated or imposed unilaterally and may be subject to specific 'local arrangements' (agreements involving the exchange of gifts and/ or services).

The Regional Dimension

About the regional dimension in particular, the presence of foreign armed groups and of the Burundian regular army is helping to reshape defence and security strategies in the territory of Uvira. To consolidate their respective positions, foreign armed groups are forging alliances with local warlords. On the ground, certain armed groups have a greater presence than the FARDC and the PNC, and they take part in Local Security Councils, or expanded Local Security Councils. There is a trend towards the privatisation and/or delegation of the FARDC's monopoly on the use

of military intelligence and information services by certain economic and political actors; and towards 'de facto' and 'unnatural' collaboration between the FARDC and armed groups.

It is in this context that the resurgence of the M23/ARC has helped to strengthen certain local armed groups (the Twigwaneho) and has prompted the Burundian government to readjust its security strategies. Several armed groups have been recognised as 'patriots' (Wazalendo) and associated with defence policy alongside the FARDC – which has, in turn, hardened the Rwandan government's position on maintaining its troops in eastern Congo.

Local Actors and Regional Dynamics

The study also provides evidence of the links between local economic, political and security actors and regional dynamics. From a security perspective, eastern Congo acts as a protective buffer zone for Rwanda and Burundi. The former cites the alleged or confirmed presence of the FDLR alongside the FARDC to justify its support for the M23/ARC against the DRC Government, while the latter fights alongside the FARDC and the Wazalendo (in Uvira) to track down the pro- Rwanda, anti-Burundi RED-Tabara and the FNL.

Beyond the exploitation of transnational ethnic ties, local political and economic actors lie at the centre of internal and transnational criminal networks. Dominant actors and holders of customary power cross borders

and connect with foreign SMEs for business purposes; to secure those interests, they engage with self-defence groups and the foreign regular armies active in eastern Congo. For example, cement produced in Burundi has depended on limestone from Itara-Luvungi, and Burundi's national timber industry is said to depend on timber from the DRC. Certain high-ranking officers in the FDNB have become involved in the cement and timber sectors, where they play a decisive role as facilitators of transactions and as economic operators.

Recommendations for Peacebuilding

The study describes the context in which peacebuilding initiatives are being carried out with local organisations in Uvira, and considers the strategies and types of intervention that need to be developed to foster peace. The main recommendations are as follows.

1. Capitalise on the interactions between stakeholders and armed groups when designing and implementing peacebuilding programmes — taking into account the complexity of the spaces for collaboration that develop at local level, and in particular the way in which the practical norms used in these interactions can inform peacebuilding practice.
2. Work with the local committees that monitor mining activities at chiefdom and community level; revitalising and supporting these structures would reduce the involvement of armed groups and their presence in mineral supply chains. Support the Consultative Commission for the Settlement of Customary Conflicts (CCRCC) to reduce the scope of conflicts involving local authorities.
3. In Bijombo, the approaches above may come under pressure from armed groups and face setbacks, while in Kigoma an ongoing process of fragmentation among the armed groups operating there is paving the way for the emergence of new armed actors. A peacebuilding project should prioritise bringing separated communities together through initiatives that revitalise local weekly markets and their role in fostering unity for the common good. Roads serving community and agricultural needs should bring peacebuilding actors together in Kabindula and Kidjaga, where the tracks leading to Muranvya and Kahololo should be rehabilitated.
4. Use socio-institutional approaches to support local structures in regulating and monitoring mining activities at various levels, without directly confronting armed groups. This involves supporting and strengthening local institutions, such as grassroots mining-monitoring committees, so that they are more closely involved in the local monitoring of conflicts in this sector.
5. Work with sub-regional bodies (such as the CEPGL, CIRGL, BIC and the EU) and donors on monitoring and regulating – and, where necessary, severing – the links that could contribute to the destabilization of states in the region.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport porte sur les interactions entre les groupes armés et les acteurs socio-politiques, économiques et sécuritaires autour de l'exploitation des ressources naturelles dans les chefferies de Bafuliru et des Bavira. L'étude a été conduite par une équipe de trois consultants associés au GEC-SH en collaboration avec LPI à travers une approche méthodologique mixte. La recherche a établi: (1) Malgré les conflits d'intérêts, l'interconnexion des acteurs économiques, sociaux, politiques, sécuritaires et armés ; (2) ces interconnections sont motivées par des raisons de protection mutuelle, de positionnement politique, de facilitation des transactions économiques, etc.); (3) des acteurs locaux sont connectés à quelques opérateurs économiques transnationaux (Rwanda et Burundi) ; (4) des interactions entre acteurs locaux et régionaux sont centrées sur l'accès aux ressources naturelles exploitées (RD Congo) et sont tributaires du contexte sécuritaire volatile; enfin, (5) les dynamiques impactent le processus de construction de la Paix à Uvira et participent à la configuration des dynamiques sécuritaires dans la sous-région.

S'agissant des interconnexions entre acteurs locaux, le retrait partiel de l'État a favorisé des forces à occuper d'espaces propices aux interactions ou les groupes armés et les forces d'autodéfense locale jouent un rôle. Si certaines se comportent comme des « institutions sociales et politiques » communautarisées, les chefs de guerre issus des réseaux claniques bien établis ont les liens familiaux entre eux et ils sont très forts. Les acteurs économiques, sociaux et politiques jouent chacun un rôle (les interactions entre les groupes armés et les acteurs économiques se déploient dans les domaines de taxation[1], de la sécurisation des personnes et de leurs bien ainsi que dans celui de la facilitation des connexions transnationales). En échange, les groupes armés et des groupes d'autodéfense locale fournissent la sécurité aux acteurs économiques et leur facilitent la mobilité. Elles sont acheminées à Uvira pour être évacuées en dehors du pays. Par conséquent, les connexions transnationales impliquent des acteurs sociaux, économiques et politiques dans des dynamiques de la contrebande allant de la production des ressources à leur évacuation vers le Burundi ou vers le Rwanda. Il faut cependant préciser que les interactions entre acteurs armés et opérateurs économiques peuvent ne pas être suffisamment sécurisées. D'ailleurs, certains groupes armés sont très hostiles aux opérateurs économiques.

En ce qui concerne les dimensions régionales, en particulier, la présence des groupes armés étrangers[2] et celle de l'armée régulière burundaise participe à la reconfiguration des stratégies de défense et de sécurité dans le territoire d'Uvira. Pour consolider leurs positions respectives, les acteurs armés étrangers tissent des alliances avec les chefs de guerre locaux. Sur terrain, certains groupes armés sont plus présents que les FARDC et la PNC. Ils participent aux Conseils Locaux de Sécurité ou aux Conseils Locaux de Sécurité élargis. Une tendance à la privatisation et/ou la délégation du monopole de la violence des FARDC ; à une sous-traitance « informelle » des services d'informations et renseignements militaires par certains acteurs économiques et politiques, et à une « collaboration de fait » et « contre nature » entre les FARDC et des groupes armés. C'est dans ce contexte que la résurgence du M23/ARC a participé à renforcer certains groupes armés locaux (les Twigwaneho). Elle a aussi poussé le gouvernement burundais à réajuster ses stratégies sécuritaires. Plusieurs groupes armés ont été reconnus « patriotes » (Wazalendo) et associés à la politique de défense aux côtés des FARDC endurcissant aussi la position du gouvernement rwandais quant au maintien de ses troupes dans l'Est du Congo.

Par ailleurs, l'étude a établi des évidences quant à la connexion des acteurs économiques, politiques et sécuritaires locaux aux dynamiques régionales. Du point de vue sécuritaire, l'Est du Congo un est glacis protecteur pour le Rwanda et le Burundi. Le premier brandit la présence supposée ou avérée des FDLR (anti-Kigali) aux côtés des FARDC pour justifier son soutien au M23/ARC contre Kinshasa tandis que le second combat aux cotés des FARDC-Wazalendo (à Uvira) pour traquer les RED-Tabara Pro-Kigali et anti-Gitega et des FNL. Au-delà de l'instrumentalisation des dimensions ethniques transnationales, les acteurs politiques et économiques locaux sont au centre de connexions criminelles internes et transnationales. Des acteurs dominants, détenteurs du pouvoir coutumier, traversent des frontières et ses connectent aux PME étrangères pour des finalités d'affaires. Pour sécuriser leurs affaires, ils interagissent avec les groupes d'autodéfense et des armées régulières étrangères actives dans l'Est du Congo. Par exemple, le ciment produit au Burundi était dépendant du calcaire à ciment en provenance d'Itara-Luvungi. De même, la menuiserie nationale Burundaise dépendrait du

[1] Les taxes constituent une source importante de revenu pour les groupes armés et les forces d'autodéfense. Elles sont soit négociées, soit imposées unilatéralement et peuvent faire objet des « arrangements locaux » spécifiques (des compassassions mettant en jeu des échanges de cadeaux et/ou des services).

[2] Burundais et rwandais

bois en provenance de la RD Congo. Certains hauts gradés des FDNB se sont impliqués dans les secteurs du ciment, du bois et jouent un rôle déterminant comme facilitateurs des transactions et opérateurs économiques.

L'étude décrit le contexte général dans lequel se déploient les actions de Peace building en collaboration avec les associations locales à Uvira. Les consultants ont également réfléchi sur les stratégies et la nature des interventions à développer pour espérer la paix. Ci-après les grandes lignes : (1) Capitaliser les interactions entre acteurs et les groupes armés, lors de la conception et la mise œuvre des programmes de peace building. Il s'agit de prendre en compte la complexité des espaces de collaboration développés au niveau local en général et, en particulier la manière dont les normes pratiques qu'ils mobilisent dans ces interactions en vue d'informer les pratiques de peace building ; (2) Travailler avec les comités locaux de suivi des activités minières au niveau des chefferies et des groupements. Si ces deux structures sont redynamisées et accompagnées, l'implication des groupes armés et leur présence se verront réduites dans les chaînes d'approvisionnement des minerais. Appuyer les Commission Consultative de Règlement des Conflits Coutumiers (CCRCC) pour réduire la portée des conflits des pouvoir locaux ;(3). À Bijombo les pistes ci-haut proposées peuvent subir la pression des acteurs armés et connaître ainsi des dysfonctionnements tandis qu'à Kigoma, un processus continu de fragmentation des groupes armés qui y opèrent favorise l'avènement de nouveaux acteurs armés. Un projet de Peace building devrait privilégier les rapprochements entre les communautés séparées à travers des actions de revitalisation des marchés hebdomadaires locaux et leurs fonctions de rapprochement au nom de l'intérêt commun. Des routes d'intérêts communautaires et de desserte agricole devraient rassembler des acteurs de paix à Kabindula et Kidjaga où les ruelles qui mènent vers Muranvya et Kahololo devraient être réhabilitées. (4) Travailler avec des approches socio-institutionnelles afin d'accompagner les structures locales dans la régulation et le suivi des activités minières à des échelles sans s'attaquer directement aux acteurs armés. Il s'agira d'accompagner les institutions locales, tels les comités locaux de suivi des activités minières à la base et les renforcer de manière à les impliquer plus dans un suivi de proximité des conflits en cours dans ce secteur ; (5) Travailler avec les structures sous régionales (comme la CEPGL, la CIRGL, BIC et l'UE) et bailleurs dans le suivi, la régulation et, le cas échéant, la déconnexion des interactions susceptibles de consolider la déstabilisation des États de la région.

INTRODUCTION

Depuis plus de trois décennies, les groupes armés et les groupes d'autodéfense locale participent au quotidien des populations et des administrations locales au Sud-Kivu. Divers facteurs ont facilité la naissance desdits acteurs armés. Outre les disputes autour de la terre des ancêtres[3], les questions qui divisent sont de plusieurs ordres[4]. Certaines suivent des trajectoires historiques et mettent en évidence l'identité clairement formulées au début des années 1980 sous le vocable de « nationalité douteuse », d'autres ont émergé avec des rébellions conduites par l'AFDL et le RCD et s'identifient comme des mouvements de résistance aux projets politiques contre lesdites rébellions. D'autres enfin, se présentent comme des initiatives individuelles ou communautaires avec des revendications spécifiques.

Les chefferies des Bavira et des Bafuliru sont un cadre historique des interactions entre les populations de la région. Bien avant la fixation des frontières étatiques, plusieurs mouvements migratoires avaient participé à la constitution du paysage humain du territoire d'Uvira. Des populations venues de plusieurs contrées de la région avaient développé des échanges qui, à leur tour, ont façonné leur vivre-ensemble[5]. De nos jours, ces connexions ont été mises en mal par des tensions générées par des guerres aux dimensions régionales à répétitions. Actuellement, une frange des populations Bafuliru contestent la congolité des Barundi autant que les Babembe, des Bafuliru et Banyindu considèrent les Tutsi dits « Banyamulenge »[6] qu'ils qualifient d'étrangers. C'est sur ce socle que repose les dynamiques des conflits dans les deux chefferies.

La chefferie des Bafuliru abrite une population majoritairement Fuliru. Son économie est diversifiée ; elle repose sur l'exploitation des ressources naturelles (l'or, la cassitérite, le colombo-tantalite, le calcaire à ciment, et des forêts), la production agricole (maïs, riz et haricots). Les opérateurs économiques sont ainsi très actifs dans cette chefferie, et les entités territoriales décentralisées en tirent d'importantes ressources financières, notamment à travers la collecte des redevances et taxes. La chefferie des Bavira, quant à elle, est majoritairement occupée par des Bavira, des Banyamulenge, des Bafuliru et des Banyindu. En plus des ressources halieutiques[7],d'autres ressources naturelles non exploitées[8]sont nombreuses. L'or est exploité dans les lits des rivières tandis que les forêts sont utilisées pour la production du bois. Enfin, cette chefferie est un lieu de transit des minerais en provenance des territoires de Mwenga (secteur d'Itombwe principalement), de Fizi et de la province du Tanganyika pour les pays de la région. Elles sont caractérisées par une instabilité chronique depuis des décennies. D'un côté, des conflits internes autour du contrôle des pouvoirs locaux[9], les tensions entre les éleveurs et les agriculteurs ainsi que la militarisation des rapports ont traversé le temps. De l'autre côté, les incidences des conflits dans la région[10] y participent à la consolidation des logiques de violence. L'on sait, par exemple, que la création des groupes armés et leur activisme ne sont pas de faits nouveaux dans cette zone, car les Simba des années 1960[11]où Marandura et Bidalira furent très actifs. C'étaient aussi des dynamiques transfrontalières. Alors que le quartier général des Simba était localisé au Burundi, à l'époque, l'exploitation des ressources naturelles ne concernait pas les groupes armés. Le débat autour des groupes armés liés aux ressources naturelles prend de l'ampleur dans les années deux mille. Ces années coïncident avec le début de leur fragmentation créés entre 1996 et 1999 et avec l'arrivée d'autres groupes armés étrangers (Rwandais et Burundais).

Le choix de cette recherche a été motivé par trois éléments majeurs. D'abord de la persistance des groupes armés dans les chefferies concernées où les ressources naturelles sont de plus en plus exploitées malgré un contexte sécuritaire local fragile.

[3] Nous reviendrons sur les concepts qui divisent les communautés et les parties en conflits dans les deux zones de recherche. Certaines estiment que ces villages qui sont leurs terres ne peuvent souffrir d'aucun envahissement alors que d'autres affirment que leurs ancêtres avaient été depuis longtemps dans ces zones, bref ce sont aussi leurs terres ancestrales.

[4] Certains parmi ces groupes armés s'inscrivent dans la continuité des logiques conflictuelles des plus anciennes guerres civiles, celles des années soixante et/ou celles des années quatre-vingt-dix. D'autres sont récents et naissent du processus de fragmentation interne des groupes armés créés dans les années quatre-vingt-dix et deux mille, une fragmentation dictée par des compétitions internes ou des contextes politiques très fluctuant

[5]Gillian Mathys, «-Lines through the Lake: Why the Congo-Rwanda Border Can't Be Redrawn », African Argument, 2 mai 2023, https://africanarguments.org/2023/05/lines-through-the-lake-why-the-congo-rwanda-border-cant-be-redrawn/.

[6] Il existe un large débat autour de ce concept entre les habitants de Mulenge et les Tutsi (Banyamulenge). Ils estiment que l'identité symbolique autour de Mulenge avait été usurpée par les Tutsi qui avaient traversé et stationné dans ces villages coutumiers et s'en sont appropriés.

[7] Lac Tanganyika et ses nombreux poissons.

[8] Voir le Rapport du territoire d'Uvira et l'entretien avec une responsable de bureau minier dans la chefferie des Bafuliru et plaine de la Ruzizi.

[9] Chef de Division Provinciale des Affaires Coutumières, « Cartographie des conflits coutumiers dans la province du Sud-Kivu » (Division provinciale des affaires coutumières, 17 juillet 2023) ; Emmanuel Mubake Kakozi, « Division provinciale des affaires coutumières territoires d'Uvira : Cartographie des conflits coutumiers dans le territoire d'Uvira » (Division provinciale des affaires coutumières, 15 juillet 2023).

[10] Les guerres Rwando-rwandaises et Burundo-burundaises ont provoqué d'importants flux des réfugiés (Rwandais et Burundais) dans la zone, et partant, y ont participé à la détérioration des relations intercommunautaires

[11] Benoît Verhaegen, Rébellions au Congo, Les études du C.R.I.S.P. (IRES, CRISP et INEP, 1966) ; Benoît Verhaegen, Rébellions au Congo : Maniema, Les études du C.R.I.S.P. (CRISP et IRES, 1969).

Comprendre les niveaux des interactions entre les groupes armés et les acteurs est ainsi indispensable pour repenser les processus de paix et les actions qui puissent y conduire. Ensuite de la tendance à la militarisation croissante des rapports intercommunautaires avec un impact négatif sur la stabilité des pouvoirs coutumiers. Comprendre cette donne permettrait de formuler des propositions concrètes pour la gestion des conflits locaux dans leur complexité. Enfin, informer sur une des dynamiques parmi les moins documentées : Comment les interactions entre les acteurs armés et sociaux, économiques, politiques et sécuritaires et leurs connexions régionales affectent-elles le processus de paix en cours en province du Sud-Kivu ? La réponse à cette question permettrait de proposer des solutions originales aux problèmes régionaux.

PROBLEMATIQUE

En 2022, les Forces Nationales de Libération (du Burundi) d'Aloys Nzabampema établissaient leur quartier général dans la forêt de Kitavuzambegere (Groupement Kigoma). Les FNL constituent une menace sérieuse aussi bien pour le gouvernement burundais que pour la RDC déjà fragilisée par le M23 dans le Nord-Kivu. Dans un élan de contrer la menace, la Force de Défense Nationale du Burundi (FDNB) prit pied dans le territoire d'Uvira et se fit appuyée par des combattants issus des groupes d'autodéfense locale d'Itara-Luvungi[12]. Cette opération permit de reprendre le contrôle du quartier général des FNL. Durant la même période, les RED-Tabara avaient installé leur quartier général dans une autre extrémité à Malimba. Entre temps, les groupes armés locaux et les forces d'autodéfense se disputaient le contrôle des espaces qu'ils occupent en même temps qu'ils sont impliqués dans l'exploitation des ressources naturelles. Les acteurs sociaux, économiques, sécuritaires et politiques locaux ne sont pas en marge de ces dynamiques. Concomitamment, dans le groupement d'Itara-Luvungi, certains groupes d'autodéfense locale gravitent autour du site minier Kise (à Munanira), pourvoyant alternativement la protection aux opérateurs économiques et exploitants miniers artisanaux et interagissant avec différents acteurs dans plusieurs secteurs. Dans le groupement de Lemera, outre les conflits qui opposent les familles autour de la gestion des pouvoirs locaux, les conflits entre les Banyamulenge et les Bafuliru mobilisent groupes armés et forces d'autodéfense locale à travers des motivations de type communautaire. La chefferie de Bavira[13]endure l'ancrage social des groupes d'autodéfense locale[14]. D'un côté, opposés à l'armée congolaise, les groupes armés Banyamulenge affirment revendiquer la protection des membres de leur communauté contre le risque de génocide et d'épuration ethnique. De l'autre côté, des conflits de pouvoir divisent les communautés[15]autour du contrôle des villages; des familles régnantes sont divisées à Kigoma, etc. Cependant, malgré les incertitudes, les rapports entre les groupes armés, les commerçants, et les acteurs étatiques sont observés et participent à la (re) structuration du pouvoir et l'organisation de l'ordre social.

En effet, le débat dans la littérature grise et académique autour des interactions entre les groupes armés et d'autres acteurs ou sources de pouvoir au sujet de l'exploitation de ressources naturelles peut être circonscrit sur un éventail des courants non-exhaustifs. Nous en présentons ici six. Le premier courant associe les groupes armés, le contrôle territorial, les conflits fonciers et l'exploitation de minerais. Ce courant révèle que les groupes armés sont motivés dans les conflits qui lient l'exploitation des minerais et disputes au sujet des terres pour diverses finalités (Musamba et Gobbers[16], Mathyssen et Gobbers[17]). Le deuxième est centré sur la mobilisation armée et les chaînes d'approvisionnements de minerais. Ce courant détaille les réseaux, les acteurs et leurs interactions par rapport au contrôle des chaînes d'approvisionnement des minerais[18]. Le troisième courant lie les groupes armés aux dynamiques foncières de sécurisation de terres et de l'implication dans la transhumance outre les travaux sur la gouvernance du secteur foncier (M'munga Assumani[19], Brabant et Kambale Nzweve[20]). Pendant que le quatrième courant contraste avec le premier et le deuxième, il analyse les groupes armés au sein de l'environnement social à travers les grilles sociologiques (Jason Stearns[21], Doronsoro et Baczko[22]). Cinquièmement, il s'agit du courant focalisé sur les

[12] Conduits par Jules Kyoka et Olivier Nakishale. Deux des leaders armés

[13] Spécifiquement dans les groupements de Bijombo, Kijaga et Kabindula)

[14] Twirwaneho de Michel Rukunda et Gumino de Shaka Nyamusaraba

[15] Banyindu et Banyamulenge autour de Bijombo, Bafuliru et Bavira

[16] Josaphat Musamba et Erik Gobbers, « Armed Groups, Territorial Control, Land Disputes, and Gold Exploitation in Djugu, Ituri, Democratic Republic of Congo » (Antwerp: IPIS, septembre 2023).

[17] Ken Mathyssen et Erik Gobbers, « Armed conflict, insecurity, and mining in eastern DRC: Reflections on the nexus between natural resources and armed conflict » (Antwerp: IPIS and USAID, décembre 2022),

[18] Conseil de sécurité des Nations Unies, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo » (New York: Nations Unies, 13 juin 2023); Conseil de sécurité des Nations Unies, « Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo » (New York: Nations Unies, 16 décembre 2022),

[19] François M'munga Assumani, « Violence armée au cœur de l'attribution de terres au Sud-Kivu », in Conjonctures de l'Afrique centrale, éd. Par Sarah Katz-Lavigne et al., Cahiers africains, no. 98 (Paris : L'Harmattan, 2022).

[20] Justine Brabant et Jean Louis Nzweve, « La Houe, la Vache et le Fusil Conflits liés à la Transhumance en Territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC) : État des Lieux et Leçons Tirées de l'expérience de LPI/The Cultivator, the Cow and the Gun-Conflicts which all links to the Seasonal Move t », 2013.

[21] Jason Stearns, « L'ancrage social des rébellions congolaises », Afrique contemporaine 265, nº 1 (20 décembre 2018) : 11-37.

[22] Adam Baczko et Gilles Dorronsoro, « Pour une approche sociologique des guerres civiles », Revue française de science politique 67, nº 2 (2017) : 309-27

guerres civiles. Ce courant analyse les groupes armés par rapport au phénomène de mobilisation armée avec un focus sur les revendications territoriales et les contestations des pouvoirs locaux (Verweijen & Brabant[23],Vlassenroot[24]). Enfin, le dernier courant de la littérature est celui qui accorde une attention aux groupes armés par rapport à leur implication dans le processus électoral et à la dynamique de leur transformation en partis politiques (Staniland[25], Matanock et Staniland[26]). Tous ces courants ont été mobilisés pour saisir la nature des interactions entre les acteurs armés et les autres acteurs dans le territoire d'Uvira. Le territoire d'Uvira est un carrefour des groupes armés locaux et étrangers. Leur floraison et la consolidation dans ce territoire ont été favorisées par le contexte socio-sécuritaire et politiques des années 1990 et 2000[27].

Plus tard, l'arrivée des groupes armés opposés aux régimes burundais[28] et rwandais[29] a contribué à la détérioration continue du contexte sécuritaire. Un tournant décisif fut observé en 2015 avec le coup de force manqué du militaire burundais Godefroid Niyombare contre le régime de Bujumbura d'alors. Ses hommes ont fui le Burundi et ont rejoint d'autres groupes armés dans le territoire d'Uvira. Leur arrivée avait participé à une reconfiguration d'alliances entre acteurs armés. Par conséquent, dans les chefferies des Bavira et des Bafuliru, les populations ont expérimenté de nouvelles formes de régulation des groupes armés et les groupes d'autodéfenses locales. Selon les contextes ou le niveau d'ancrage certains groupes armés étaient légitimés pendant que dans les autres ils ne l'étaient pas. Pourtant ils ont tous continué à participer à la vie de la société. Tenant compte du niveau de légitimité, les combattants des groupes armés ou groupes d'autodefense locale se sont progressivement imposés comme d'importants acteurs dans la provision de la sécurité. Cela avait permis à ces acteurs armés de contrôler et poser les actes de puissances étatiques dans les zones sous leur contrôle, et partant, leur rapprochement avec les acteurs économiques, politiques et sociaux y opérant. Ce rapprochement tient donc principalement sur l'accès aux ressources naturelles et la sécurisation des acteurs impliqués dans l'exploitation de ces dernières.

Compte tenu de ce qui précède, ce rapport voudrait répondre à la question centrale ci-après : comment peut-on expliquer les interactions entre les groupes armés et les acteurs socio-politiques, économiques, sécuritaires au tour de l'exploitation des ressources naturelles dans les chefferies des Bafuliru et des Bavira ? Une question secondaire permettra alors d'approfondir les analyses : quels sont les enjeux autour des relations entre les groupes armés et les acteurs socio-politiques, économiques et sécuritaires dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira ? Répondre à ces deux questions permettra de comprendre dans quelle mesure les groupes armés se greffent dans l'exploitation et la gestion des ressources. Saisir les contours et la complexité des interactions entre les acteurs en présence permettra ainsi de formuler des recommandations pertinentes aux acteurs impliqués dans la consolidation de la paix pour plus d'efficacité.

METHODE, LIMITES, APPRENTISSAGES ET STRUCTURE DU RAPPORT

L'étude a privilégié l'approche méthodologique mixte à travers le dispositif écureuil[30].

Parti pour un échantillonnage initial de 258 individus, deux cents (200) ont été validés et traités avec Looker data studio. Les chefferies des Bavira et celle des Bafuliru ont été parmi nos zones de travail (Lemera, Kigoma et Bijombo en plus de ceux d'Itara-Luvungi[31], Kakamba[32]et Kabindula)[33].

Cent quarante-huit interviews semi-structurées ont été réalisées contre 34 groupes de discussion chacun composé de huit personnes en plus des observations. Enfin des groupes cibles, l'équipe a tenu compte de toutes les couches de la population dans la zone d'étude et des acteurs transnationaux basés principalement à Uvira, Bujumbura, Kigali et Goma.

En vue de la collecte des données, une équipe de trois consultants et dix chercheurs seniors étaient commissionnée. L'étude a durée plus de quatre mois de terrain (entre novembre 2023 et février 2024). Afin de valider les données ainsi que les approches méthodologiques, le comité de pilotage a joué le rôle de comité éthique. Depuis le rapport de démarrage et

[23] Judith Verweijen et Justine Brabant, « Cows and Guns. Cattle-Related Conflict and Armed Violence in Fizi and Itombwe, Eastern DR Congo », The Journal of Modern African Studies 55, nº 1 (mars 2017): 1-27

[24] Koen Vlassenroot, South Kivu: Identity, Territory, and Power in the Eastern Congo (Rift Valley Institute, 2013)

[25] Paul Staniland, « Armed Groups and Militarized Elections », International Studies Quarterly 59, nº 4 (2015): 694-705

[26] Aila M. Matanock et Paul Staniland, « How and Why Armed Groups Participate in Elections », Perspectives on Politics 16, nº 3 (2018) : 710-27

[27] Le contexte des années 1993-2000 a été marqué par les guerres de 1993 au Burundi, en 1994 au Rwanda, d'une part, et celles de 1996 et 1998 en RDC. Ces périodes marquent des moments des tensions majeures dans la region de Grands Lacs.

[28] FNL et RED-Tabara

[29] L'arrivée dans les Hauts Plateaux de la rébellion du RNC ou P5 avait suscité la colère de Kigali

[30] Spécialisé dans les études des guerres civiles et des groupes armés mais aussi celles de sécurité humaine, le GEC-SH avait initié une technique de collecte de données dénommée « l'approche écureuil ».

[31]Itara-Luvungi a été associé parce que les dynamiques à étudier y étaient plus prononcées que Lemera et Bijojo. Le site minier de Munanira (Kise) y est localisé et des forces d'autodéfenses locales y travaillent fréquemment. Des sites de minerais de cassitérites et du calcaire y sont nombreux, ainsi que les champs de maïs et riz de paddy. Ceci était un facteur qui avait milité que l'on s'y intéresse.

[32] Kakamba est aussi concerné parce que dans les questions de riz, la plupart des producteurs locaux s'y rendent pour cultiver mais elles y sont contestées par des populations Barundi.

[33] Les groupements de Kijaga et de Kabindula sont si importante parce qu'ls sont localisés dans la chefferie des Bavira. Pour des raisons sécuritaires, les chercheurs avaient préféré travailler avec les personnes déplacées de Bijombo qui sont à Kirungu et Munanira mais aussi suivre différemment les traces et les décrire autrement.

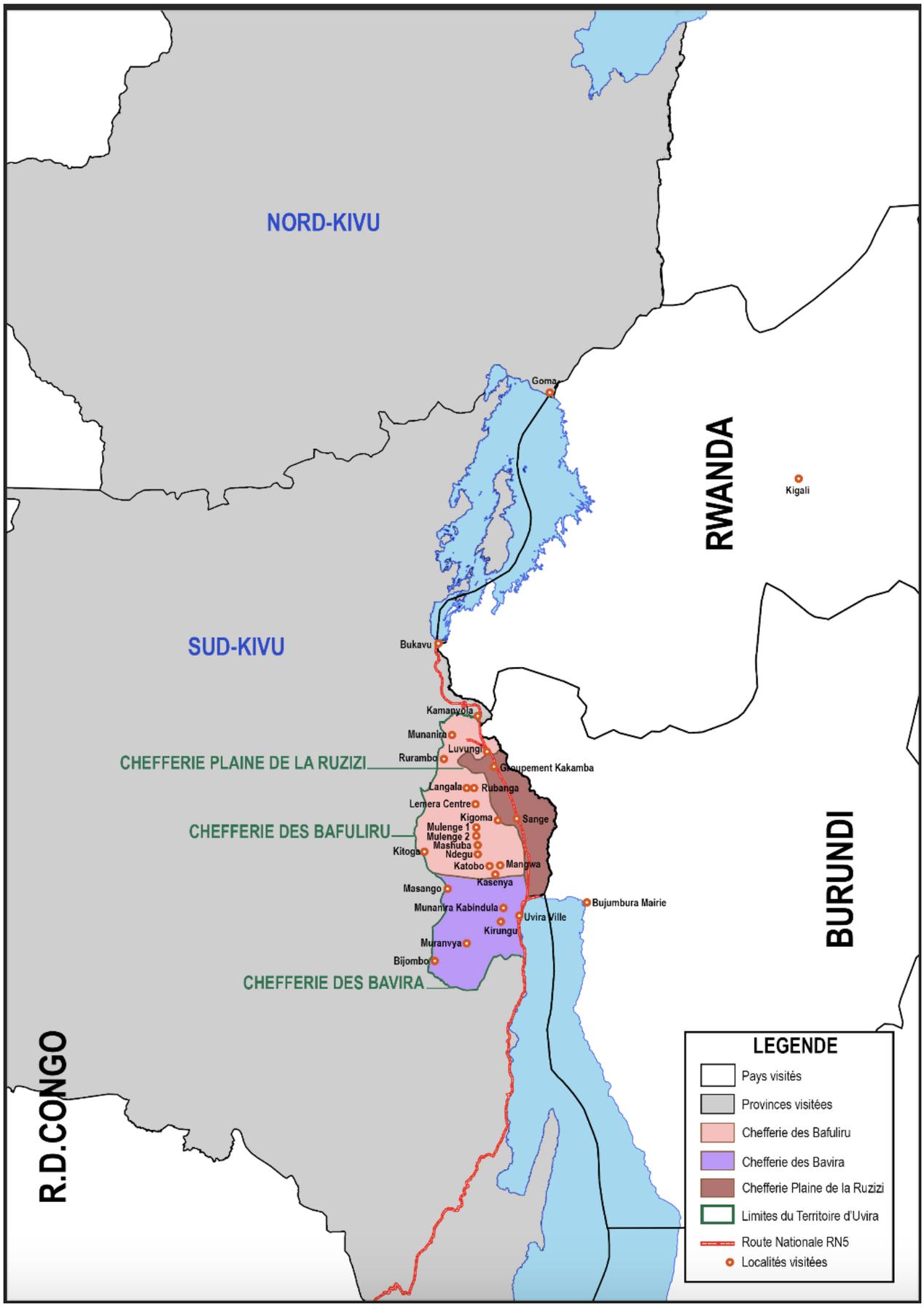
toutes les présentations, il a été consulté et ses nombreux commentaires ou ajouts avaient été significatifs.

Par ailleurs, la combinaison de facteurs suivant explique les limites de cette étude : 1) L'accès au terrain dans le contexte de conflits armés en cours ; 2) une dynamique sécuritaire particulière à Bijombo ; 3) les défis liés à la prise en compte des perspectives genre,4) et les rapports aux groupes armés. L'étude a été effectuée dans le contexte de tensions[34]en cours (Bijombo où les groupes armés s'affrontaient). Ensuite, en ce qui concerne la perspective genre, un déséquilibre entre les femmes et les hommes dans est manifeste dans l'étude[35]. Cela s'expliquerait par le fait que les groupes armés sont avant tout une affaire d'hommes qui dominent les structures sociales locales. Enfin, certains seigneurs de guerre étaient injoignables pendant que d'autres étaient ciblés par les opérations militaires. Le présent rapport comporte quatre grands chapitres. Le premier expose les interactions entre les acteurs armés, sociaux et politiques. Le deuxième concerne les rapports aux forces de défense et de sécurité et économiques. Le troisième aborde les interactions entre les groupes armés et les acteurs impliqués dans la provision de la sécurité et discute les pratiques de financement tandis que le quatrième examine à tour de rôle les enjeux autour de l'accès aux ressources et la place des acteurs transnationaux.

[34] Comme le groupement de Kigoma entre Ndegu, Kageregere et Kahololo.

[35] Quatre niveaux géographiques ont été visités dans le but comprendre les perspectives des acteurs. Des chercheurs se sont rendus à Kinshasa (Niveau national), Ville de Bukavu et Goma (Niveau provincial); les chefferies des Bafuliru et Bavira (Niveau local) et Burundi et Rwanda en plus de consultations des diplomates dans les villes des Goma, Kigali et Bujumbura.

Cartographie des zones visitées



Chapitre 1. INTERACTIONS ENTRE GROUPES ARMÉS, ACTEURS SOCIAUX ET POLITIQUES

Ce chapitre analyse des interactions entre les groupes armés et les acteurs sociaux et les acteurs politiques. Il comprend deux sections : la première analyse les interactions avec les acteurs sociaux et la deuxième analyse les interactions politiques. Dans un de ses articles, Jason Stearns (2018)[36] discutait de l'ancrage social et historique des groupes armés dans l'est de la RD Congo. Cette réalité a été observée dans le territoire d'Uvira (les chefferies des Bavira et des Bafuliru) où les groupes armés sont ancrés dans les réseaux familiaux et lignagers comme le souligne la citation suivante : « *(…) les liens qui nous unissent sont des liens parentaux. Toutes ces tribus citées ci-haut ont des membres de famille dans les groupes armés qui nous protègent dans notre zone et veillent sur toute la communauté* »[37]. Par ailleurs, la littérature sur les groupes armés et les acteurs politiques est centrée sur les motivations politiques de leurs créations[38], leurs transformations en mouvement politique après la guerre civile[39]et l'instrumentalisation par des acteurs politiques.

1.1. Ancrage socio-clanique et domination

Au-delà du caractère ethnique, les groupes armés actifs dans les deux chefferies sont socialement ancrés dans leurs clans. Ainsi, leur longévité dépend de la nature des relations tissées entre les clans. Deux dimensions sont mises en exergue : D'abord, le niveau d'ancrage des groupes armés dans leur milieu ensuite, la configuration des logiques de dépendance (acteurs armés et sociaux).

L'ancrage socio-clanique chez les Banyamulenge concerne les groupes dominés par le clan Abasita et d'autres, il est dirigé par Shaka Nyamusaraba. Les Abasita se considèrent comme le clan des élites Banyamulenge. D'autres groupes sont ancrés au sein du clan de Abasinzira, dirigé par Michel Rukunda (Makanika) y compris d'autres clans (Abanyabyinshi, Abasegege, Abasama, etc.) marquant une compétition au sein de groupe ethnique des Banyamulenge.

Chez les Bavira, et en marge du groupe armé commandé par Makanaki Kasimbira John, les rapports aux clans sont très prononcés. En ce qui concerne les Bafuliru, ce sont les clans de Bashale[40]et Nalube qui témoignent d'un fort ancrage socio-clanique chez les Banyindu. Quatre tendances ont retenu l'attention : 1) Le groupe armé FARDP et ses branches sont ancrés dans le réseau familial du feu Général autoproclamé Mushombe Bernard[41]où les membres du clan Bashale occupe une place prépondérante. Par contre, certains leaders des groupes armés Banyamulenge sont ancrés tantôt dans les clans Abanyabyinshi, Abasinzira, ou dans le super-clan d' Abagorora[42] et les autres clans[43]. Par ailleurs, pour les groupes d'autodéfense locale, les liens d'amitiés et de parenté au premier degré sont capitalisés pour consolider leur organisation interne[44].

[36] Jason Stearns et Christoph Vogel, « The Landscape of Armed Groups in the Eastern Congo ». New York: Congo Research Group at New York University, CIC., décembre 2015

[37] Entretien avec Nakiteba Mulume, Ndegu-Katobo, Avril 2024.

[38] Klaus Schlichte, « With the State against the State? The Formation of Armed Groups », Contemporary Security Policy 30, nº 2 (août 2009): 246-64,

[39] Fofana, « Des Forces nouvelles aux Forces républicaines de Côte d'Ivoire ».

[40] Bashale se retrouvent aussi bien chez les Bafuliru que les Banyindu et jouent un rôle important dans la transmission des informations auprès des notables, ils sont aussi impliqués dans les groupes armés en groupements de Kitoga et Lemera.

[41] Mushombe Bernard fut tué par les RED-Tabara dont le cadavre n'a jamais été découvert. Auparavant, il avait travaillé avec cette rébellion Burundaise mais il finit par être avalé. Une autre source au Burundi et proche du terrain conteste cette version dominante. Elle crédite la mort de Mushombe auprès des groupes armés Banyamulenge.

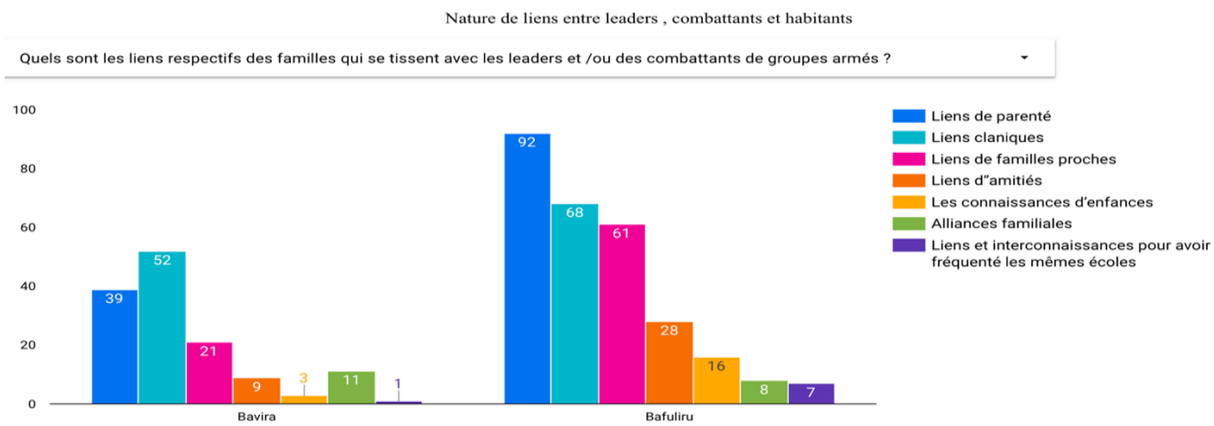
[42] Le super-clan auxquels appartiennent des leaders comme Jean Kimararungu, Jean-Louis Mubyutsa , Louis Muhamiriza , etc.

[43] Voir Joseph Mutambo J., Les Banyamulenge : Qui sont-ils ? , d'où viennent-ils? Quel rôle ont joué (et pourquoi) dans le processus de la libération du Zaïre ?, Saint Paul (Limete/Kinshasa, 1997), 132-33.

[44] Les combattants autodéfense du secteur de Rurambo sous la coordination de Lwaboshi et Serge Busime sont hautement structurés.



Figure 1 : Les liens familiaux entre leaders, combattants et habitants



Cette figure 1 révèle que les combattants viennent des familles identifiées, même si les degrés de perception sont relativement différents dans les deux chefferies. Les liens de parenté, claniques et de familles proches (familles amies) sont plus affirmés chez les Bafuliru que chez les Bavira. Respectivement 92%, 68% et 61% des personnes consultées à ce sujet reconnaissent l'existence des liens de parenté, claniques et de familles proches dans la chefferie de Bufuliru. Ces proportions sont de 39%, 52% et 21% dans la chefferie de Bavira. Dans l'une comme dans l'autre chefferie, les liens d'amitié, les relations d'enfance, les alliances familiales ou les liens relatifs à un passé scolaire commun sont plutôt marginaux. Il s'ensuit que la persistance des combattants armés dans les zones d'étude est justifiée par la prévalence du capital social d'attachement (bonding social capital)[45]entre les éléments des groupes armés et leurs communautés respectives.

Cette prépondérance de capital social d'accointance mène à croire que les combattants exercent l'impérium sur leurs grands frères et veillent sur les enjeux sécuritaires au niveau de la communauté. Par ricochet, les grands frères sont des chefs des familles/clans qui officialisent et gèrent les biens de leurs petits frères, leaders des groupes armés. Enfin, certaines populations sont détentrices des pouvoirs politiques et religieux qu'elles exercent au profit de leurs clans alors que les groupes armés sont détenteurs de pouvoirs sécuritaires et de domination. On peut le voir à travers d'une part, la comparaison de fait entre Mushombe et les enfants à Kigoma, ou entre Désiré Fureko et son clan et, d'autre part, l'ancrage des jeunes Twirwaneho dans leurs villages respectifs : Ces rapports ne sont pas aussi exclusifs qu'on pourrait le croire. Bien au contraire, il existe des rapports qui ont permis aux groupes armés ennemis à s'allier idéologiquement contre le tribalisme bien que leurs communautés ne soient

[45] Le capital social indique l'ensemble de ressources actuelles ou potentielles qu'un individu est susceptible retirer de son réseau social. La littérature sur le capital social distingue trois types de capital social à savoir le capital social d'attachement (bonding social capital), le capital social d'accoïntance (bridging social capital) et le capital social instrumental (linking social capital). Le premienr relève de liens solide et inaliénable qu'un individu a avec les membres de sa famille, le second indique les avantages dont un individu peut jouir de ses relations d'amitié (capital social de coïncidence ou bridginng social capital) et le troisième découle de l'appartenance d'un individu à une structure organisationnelle comme une association (pour en savoir plus, lire Bevort, 2003 et Claridge, 2018)

pas rassurées. Par ailleurs, les dynamiques ci-haut décrites ont participé à modeler les espaces de collaboration. Des arrangements sécuritaires se sont construits sur deux tronçons routiers[46] en termes d'alliance conjoncturelle, mais aussi par l'établissement du couloir humanitaire temporaire[47]et la facilitation de l'accès aux marchés locaux hebdomadaires[48].Ces initiatives sont perçues comme des opportunités de rapprochement entre des communautés longtemps divisées, elles doivent être prises en compte par les organisations impliquées dans la transformation des conflits.

1.2. De convois humains contre des « francs congolais » ?



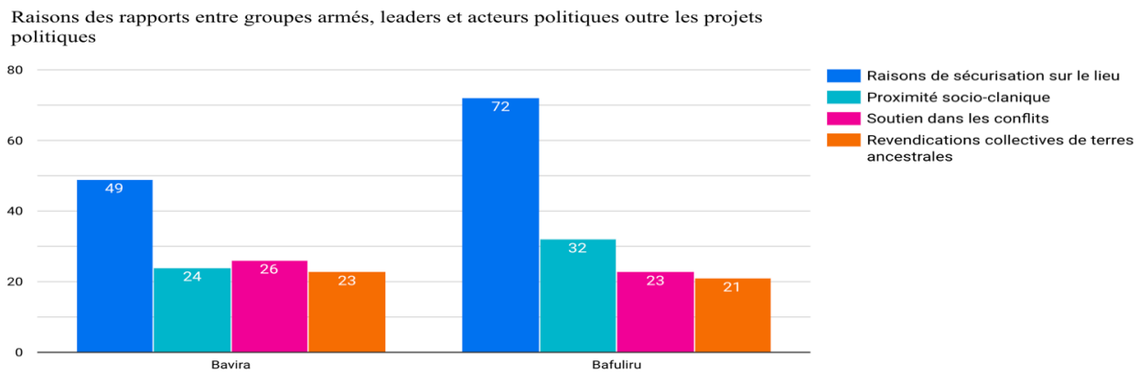
La circulation est encadrée des populations entre des espaces de pouvoir jugés rivaux et hostiles. Les leaders sociaux Banyamulenge qu'il leur difficile de se déplacer aisément dans la majeure partie de la chefferie de Bafuliru et dans certaines zones de la chefferie des Bavira. Cependant, ils y circulent moyennant une taxe de sécurisation : « frais de convois ». En fait, malgré les tensions récurrentes, les combattants du groupe d'autodéfense locale commandé par Jean Nalube sécurisent leurs « ennemis » Banyamulenge. Certains estiment que ces relations sont basées sur l'argent, d'autres y voient de l'escroquerie car ce seraient des « taxes de la discrimination »[49]. Pour les Bafuliru rencontrés, les interactions pour faciliter la mobilité dans les espaces non partagés sont perçues comme normales bien qu'elles soient contestées par les Banyamulenge[50]. Dans le groupement de Kigoma, certains

[46] Dans la chefferie des Bafuliru il s'agit de tronçons Mulenge-Marungu-Kahololo, par contre dans celle d'Uvira c'est Kashekebwe, Kirungu, Muranvya (Groupements des Kidjaga, Kabindula et Bijombo).
[47] C'est dans ce contexte que les Mai-Mai avaient ouvert le passage et sécurisé filles et gendres d'un notable Munyamulenge décédé à Ndegu venu assister à ses funérailles
[48] Kabindula, Bijombo, Kirungu, Muranvya: Les tronçons comme Kashekebwe et Kirungu-Muranvya, Rugongo – Munanira – Nambindu et Masango.
[49] Entretien avec Mpusu , jeune leader de Bijombo, Territoire d'Uvira, Février 2024
[50] Entretien avec Mpusu , op.cit. Février 2024

Banyamulenges pouvaient toutefois se déplacer librement comme le climat de dialogue se remettait progressivement. En plus, les actions de plaidoyer engagés par des ONG appuyées par Life and Peace Institute comme ADMR, RCCI et ADEPAE ont produit des effets[51]. Finalement, les interactions pour sécuriser la mobilité ont comme enjeu d'abord la perception des taxes mais aussi l'assurance d'une circulation libre aux Banyamulenge, du moins, sur certains tronçons[52].Par conséquent, il est difficile de se prononcer sur la capacité à fédérer les populations une fois les taxes supprimées. S'il est clair que les groupes armés Banyindu ou Bafuliru razzient les vaches des Banyamulenges, il est tout aussi vrai qu'il leur arrive de les protéger autant qu'ils le font pour les autres communautés dans leurs zones de contrôle. Enfin, ils sont aussi comme des « invités avec honneur » : des interactions pendant les fêtes. De ce fait, ils participent aux événements festifs qui ponctuent le quotidien des populations. Certains acteurs armés sont invités par les chefs locaux lors de grandes festivités. Ils sont même des invités d'honneur. Réciproquement les acteurs armés invitent aussi les chefs quand ils organisent des fêtes.

1.3. Revendications collectives, proximité socio-clanique et sécurisation

L'émergence du phénomène Wazalendo[53]a conduit à la redéfinition des relations entre les acteurs politiques et les acteurs armés. Ils se sont présentés comme des protecteurs pour certains acteurs politiques, leurs équipes de campagne (Jésus Bufuliru, d'Antoine Umurenge et d'Adamu Bijojo) dans les zones des groupes armés. Ensuite, ces derniers sont intervenus dans la sécurisation des bureaux de vote et le convoyage des machines à voter, d'autres auraient voté pour les acteurs politiques supposés être leurs alliés. Tous les acteurs politiques de portée nationale et les leaders locaux jouissent, à des degrés divers, des services des groupes armés.



Selon cette figure, la majorité des personnes consultées reconnaissent que les leaders politiques locaux sont en relation avec les groupes armés pour le besoin de sécurité personnelle Ainsi, 72 % et 49% respectivement dans la chefferie de Bafuliru et celle de Bavira évoquent la sécurité comme raison principale de cette relation, car la protection garantit la contrepartie. Pour le cas du Nord-Kivu, Sematumba et al. (2021) montrent qu'au cours de la campagne électorale ou des examens d'État, les groupes armés font des enchères pendant lesdites occasions considérées comme des sources ponctuelles de financement. Si certaines politiques et des autorités officielles paient au minimum la somme de deux mille dollars américains pour accéder aux zones sous leur contrôle et y opérer en toute tranquillité, les groupes armés se sont positionnés comme des acteurs incontournables. De nombreux acteurs prenaient contact avec eux avant de se déployer dans les zones sous leur contrôle[54]. Par ailleurs, la proximité socio-clanique est un facteurs qui explique ces rapports politiques. En ce qui concerne les compétitions politico-militaires et rapports réciproques, les interactions entre acteurs politiques et groupes armés sont motivées par des intérêts stratégiques, car les acteurs politiques ont besoin des groupes armés pour accéder à leurs bases électorales occupées comme cela a été montré dans la section précédente. Par ailleurs, la proximité entre leaders politiques et groupes armés est, pour la population, une garantie de protection relative[55]. Mfaume (2024) note que les groupes armés au Sud-Kivu agissent quasi administrative tout en étant utilisé politiquement[56]. On en est à confirmer l'idée globalement répandue selon laquelle, les leaders politiques locaux et sociaux jouent le rôle de tireurs des ficelles par rapport la persistance de l'insécurité dans la zone sous étude. Dans cette même

[51] Entretien avec Faustin Kiringye, Kitoga, Territoire d'Uvira, Fevrier 2024
[52] Kirungu- Nambindu et Muranvya dans les groupement Kabindula et Bijombo en toute sécurisation. Cela montre que les narratifs qui créditent que tous les Bafuliru, Bavira et Banyindu sont contre eux devraient être revus. Dans certaines zones, ils les protègent en contre partie des taxes de discrimination.
[53] Wazalendo : D'anciens groupes armés sont devenus des patriotes avec la résurgence du M23. En 2023, le chef de l'État avait reconnu leur rôle et bravoure.
[54] Focus Group avec des autorités coutumières, Munanira-Kabindula, 12 février 2024
[55] Entretien avec Mamba Yoto, déplacée interne de Bijombo, Ville d'Uvira, Février 2024
[56] Evariste Mfaume. « Vers une paix durable dans l'Est du Congo. Réflexions des initiatives de construction de la paix dans les Hauts-Plateaux du Sud-Kivu à la lumière du Processus de Nairobi », dans Groupes armés et développement en RD Congo : Dynamiques, enjeux et perspectives, Actes du Colloque FES-UOB, dir. Joël Baraka Akilimali et al., Friedrich Ebert Stiftung (Kinshasa, 2024).

perspective, certains groupes armés avaient besoin de l'appui des acteurs politiques pour négocier l'intégration au sein des forces de défense et de sécurité ou au sein de la réserve armée de défense[57].

Les interactions entre les groupes armés et les institutions locales en charge de l'enregistrement et de l'enrôlement ont été observées durant tout le processus électoral. Les acteurs armés ont été présents lors du déploiement des kits électoraux et pendant les élections. Les agents de la CENI devaient accéder aux zones contrôlées par les groupes armés et où la présence des FARDC était très réduite. Cela a favorisé la constitution des espaces de collaboration[58]. Lagrange et al. (2022) relèvent lorsqu' ils soutiennent qu'au fil des années, même si les alliances locales entre groupes armés et FARDC se font et se défont, le schéma de confrontation reste le même, et la violence devient une habitude sociale. Loin s'en faut, cette habitude sociale procède par ce que Verweijen et al. (2020) appellent « dilemme de sécurité »[59]et le renforcement de capacités de défense pour les autres »[60].

Enfin, les mutualités tribales interagissent avec les groupes armés et construisent leur positionnement. Autant elles sont associées dans les actions de pacification, autant certaines sont impliquées dans les luttes et revendications politiques. Les Lubunga chez les Bafuliru et les Banyindu et les Urubunga et les Shikama des Banyamulenges sont des structures hautement stratégiques. Dans la chefferie des Bafuliru, bien que la compétition électorale ait été intense, la mutualité tribale impliquant les acteurs politiques[61] Bafuliru a été très active bien qu'elles n'aient pas pu les fédérer. Plusieurs tensions et oppositions ont été observées. Certains ont pris position pour l'Union Sacrée pendant que d'autres ont tenté de basculer vers l'opposition

[57] Félix-Antoine Tshilombo Tshisekedi, « Projet de Loi N°23/014 du 22 mai 2023 instituant la Reserve Armée de la Défense en République démocratique du Congo », RAD § (2023).
[58] Focus Group avec des autorités coutumières, Munanira-Kabindula, Février 2024
[59] Il s'agit, d'après ces auteurs, d'u situation dans laquelle les mesures prises par un groupe armé pour renforcer sa protection sont considérées comme une menace par un autre groupe, et incite, par ce fait même, ce dernier à renforcer également ses capacités de défense.»
[60] Judith Verweijen et al. « La plaine de la Ruzizi : Un carrefour de conflits et de violence » (Gand : Série Insecure Livelihoods, mai 2020) consulté le 31 juillet 2024. https://www.gicnetwork.be/la-plaine-de-la-ruzizi/.
[61] Les acteurs politiques locaux, provinciaux et nationaux

Chapitre 2. INTERACTIONS ENTRE GROUPES ARMÉS, ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SÉCURITAIRES

Consacré aux interactions entre les groupes armés, les acteurs économiques et sécuritaires, le chapitre connecte des dynamiques sécuritaire et économiques. Il comporte deux sections, la première analyse les interactions entre acteurs économiques et groupes armés alors que la deuxième celles entre les groupes armés et sécuritaires.

2.1. Marchés locaux hebdomadaires dans les espaces de conflits armés

Dans le quotidien des acteurs, les marchés locaux hebdomadaires connectent les producteurs locaux et les consommateurs. A Bijombo et Kigoma, des villages sont séparés alors que les groupes opposés sont divisés et présents dans les zones agricoles importantes où les paysans s'approvisionnent en produits de première nécessité[62]. En plus des marchés, des commerçants, membres des communautés non impliquées dans les conflits, connectent les populations avec leurs activités commerciales[63]. Puisqu'il existe de nombreux marchés locaux hebdomadaires qui ont fermé à cause des conflits armés, les interventions devraient plutôt orienter leurs projets sur des finalités à long terme desdits marchés locaux pour renforcer les connexions entre les communautés opposées. Par ailleurs, trois éléments majeurs expliquent les rapports entre les groupes armés et les commerçants : 1) Des relations des familles élargies, 2) des rapports entre taxateurs et assujettis et 3) des rapports des courriers[64]pour l'évacuation des colis précieux. Ensuite, c'est la chaîne d'approvisionnement des planches. Le bois exploité dans les forêts naturelles et artificielles en territoire d'Uvira fait l'objet des transactions au niveau local[65]et régional.[66] La production est évacuée tantôt sous forme des planches, tantôt de la braise. À Lemera, le Général Autoproclamé Shetani Muzungu (voir encadré 1) est parmi les acteurs clés. Les combattants de son groupe armé sont actifs dans le transport pédestre des planches. Ils sont impliqués à deux niveaux : Ils sont des transporteurs des planches[67]car c'est un business où chacun, y compris les acteurs armés, entretient ses intérêts à sa manière. Ainsi, par exemple Shetani Muzungu, très actif dans la chaîne d'exploitation des planches, nie travailler pour le compte du Mwami bien qu'il reconnaisse réguler ce secteur forestier [68].

Encadré 1 : Shetani Muzungu [69], ses combattants et la chaîne d'approvisionnement de planches

« *Je suis né à Butole dans le groupement de Lemera en 1960 j'ai étudié à l'école primaire de Butole et je suis entré dans l'armée en (19…). Je suis Mufuliru, du clan Bashamwa, j'habite à Bijojo. C'est moi qui me bats régulièrement avec Makanika. (…). C'est moi qui commande les guerres actuellement* »[70]. Shetani Muzungu est un acteur armé influent dans la zone du fait qu'il est parvenu à se tailler sa légitimité, comme maître de son groupe armé. Il contrôle Bijojo où la cassitérite et l'or sont exploités. Les rapports entre ses hommes et les creuseurs sont ceux entre protecteurs/protégés, ou entre taxateurs et des assujettis : « Les creuseurs donnent la ration à mes soldats pour leur sécurisation. Néanmoins, ces sites miniers de Bijojo ne sont pas reconnus par l'État parce qu'il n'y a pas de police des mines, on y exploite de la cassitérite et des minerais d'or »[71]. Son groupe armé contrôle de vastes espaces forestiers (naturels et artificiels), ils sécurisent les entrepôts de stockage et les voies d'évacuation des planches. Ses hommes imposent des taxes sur chaque planche vendue au marché de Rubanga et sur des sacs de braise. Le système de taxation imposé par le Groupe de Shetani Muzungu repose sur trois piliers significatifs. D'abord, profitant de ses bonnes relations avec le chef de la chefferie des Bafuliru et capitalisant la légitimité que lui confère la lutte, il s'impose pour contrôler la chaîne d'approvisionnement des planches et des charbons de bois. Ensuite, la capacité de collaboration avec les agents de l'État lui donne accès au contrôle des marchés hebdomadaires. Enfin la connexion qu'il a avec les propriétaires fonciers et forestiers lui permet de trouver des arrangements particuliers avec eux. Ses hommes sont utilisés comme des porteurs alors que les commerçants paient une taxe de 500 Fc pour chaque planche achetée à Rubanga. Les propriétaires d'entrepôts, de leur côté, paient un forfait de 10 USD/ par mois à ses hommes pour la surveillance et protection de leurs dépôts.

[62] Par exemple du sel, de sucre, des oignons, du sel pour les vaches, des médicaments, etc.
[63] Entretien avec Alebwe Tawimbi, Kigoma- Mulenge II, janvier 2023
[64] Un courrier c'est une personne qui est chargée de déposer les colis postaux d'une personne vers une autre destination. Sauf qu'à ce niveau, ce sont des arrangements qui se font.
[65] Lemera, Luvungi, Sange, ville d'Uvira etc.
[66] Le Burundi principalement
[67] Entretien avec Mali Rungu, vendeur de planches, Rubanga, Avril 2024
[68] Entretien avec Shetani Muzungu, Lemera, avril 2024
[69] Comme Shetani Muzungu, l'ancien seigneur de guerre dans la zone connue sous le nom d'Intervention Kaseya bénéficiait desdits avantages de la part de la chefferie des Bafuliru
[70] Entretien avec le Général Autoproclamé Shetani Muzungu (Aka Jogoo Hewa Bora), Rubanga-Groupement Lemera, Février 2024
[71] Entretien avec Général Autoproclamé Shetani Muzungu, Op.Cit…Février 2024

La chaîne d'approvisionnement est schématisée dans la figure 4 ci-dessous.



Figure 4. La chaîne d'approvisionnement de planche

2.2. Kalachnikovs et chaines de valeur agricole



D'abord, plusieurs études ont abordé les chaînes d'approvisionnement agricoles[72] sans analyser les dynamiques des acteurs armés, car l'on met en lumière la militarisation du secteur agricole (analyse des pratiques et modes opératoires)[73]. Si la production du riz produit dans les blocs (Groupement Kakamba et Itara-Luvungi) est au centre des tensions entre les Bafuliru et Barundi, la majeure partie des producteurs locaux du riz (en marge des champs appartenant au Groupe Honoká et à Pierre Murefu) sont des Bafuliru en provenance de Luvungi (qui cultivent vers les blocs de CDC), Mashuza et Kakamba dans la chefferie Plaine de la Ruzizi, au point de qualifier du « ***Riz de conflits armés*** ». Dans un contexte de tensions et de vol des produits par les acteurs armés[74], le Groupe Honoká et les acteurs de sécurité avaient décidé de se protéger (cf. Encadré 2) à travers les patrouilles journalières et l'installation des « positions-barrières ».

Des arrangements spécifiques sont engagés à ce sujet, les groupes d'autodéfense locale érigent des barrières qui sont en même temps des points de taxation en nature[75].Des barrières sont établies dans la plantation de café appartenant au Groupe Honoká sur la base d'un accord tacite avec ses responsables locaux. Dans le champ de riz, les éléments d'autodéfense avaient établi un chronogramme de surveillance pour limiter les cas de vol et prévenir des conflits.

[72] Cercle de Concertation, « Les acteurs armés non-étatiques et les chaînes de valeur agricole : Etude sur Bashali-Mokoto et Bwito, Nord-Kivu (République démocratique du Congo », Rapport non-publié (Goma: Geneva Call, 2019); Germaine Furaha Mirindi, « Analyse comparée des chaines de valeur du riz dans la plaine de la Ruzizi de la Communauté Economique des pays des Grands Lacs (CEPGL » (Belgique, Université de Liège -Gembloux Agro-Bio Tech, 2017), Cadeau Rushigira, Patricio Mendez Del Villar, et Nicolas Paget, « La filière riz dans la plaine de la Ruzizi à l'est de la RDC. Organisation et transmission de l'information », Économie rurale, nº 384 (15 mai 2023): 77-92, Espoir Mukengere Bagula et al., « Efficience des techniques de gestion de l'eau et de fertilité des sols sur le rendement du maïs dans les régions semi-arides : cas de la plaine de la Ruzizi (Sud-Kivu, République Démocratique du Congo) », VertigO, nº Hors-série 17 (4 septembre 2013)

[73] Les agriculteurs, propriétaires terriens, les transporteurs et les acteurs armés (Forces de défense et de sécurité Étatiques) comme des groupes armés et d'autodéfenses locales.

[74] Buhirwa est l'un des leaders de groupes des voleurs de vaches et armés arrêté récemment par les Burundais et les FARDC ; Kijangala un sujet du clan de Bahamba, il est originaire de Sange. Il a été plus dans les rapports des vols des vaches et sous-traitant dans la traversée des groupes des Imbonerakure et des rebelles Burundais.

[75] Entretien avec Massu Kilo, président des Daristes, Luvungi, Avril 2024

Encadré 2 : Groupe Honoká et groupes d'autodéfense locale

Les rapports entre le Groupe Honoká Sarl et les groupes d'autodéfense ont traversé le temps ; ils s'ajustent et se réajustent avec les fluctuations du contexte sécuritaire dans cette zone. Les phénomènes de kidnapping, les confits entre Mbabaro et Luc Mulimbalimba[76] ainsi que l'activisme des groupes armés dans les plantations et pendant les périodes de récolte de café dans la société Honoká sont des moments importants pour analyser la capacité de cette société à s'adapter aux contextes fragiles. La société Honoká Sarl est obligée de travailler avec les forces d'auto-défense pour plusieurs raisons : « La société Honoká occupe 60% des terres de Lubarika. La population n'a que 40% au point qu'elle avait exproprié 20 Ha de champ à Charles Madekeré. L'exploitation de riz est localisée entre trois groupements : Kakamba (Chefferie plaine de la Ruzizi à Rudogombo), Nyanzigo et Murunga à 80 % du bloc de la rizière. A Lubarika, groupement Itara-Luvungi, ils se partagent des espaces, Madekeré et la famille Murefu »[77]. La société emploie plus ou moins 200 personnes dans cinq blocs. Les autres concessions de Nyanzigo comptent jusqu'à 400 personnes. Plus de 150 ménages sont établis sur le lieu de travail. Tous ces gens ont besoin de protection. Depuis des générations, les groupes d'autodéfense locale collaboraient avec la société Honoká sur la base des accords dont celui portant sur la sécurisation des blocs : « On coordonnait avec leurs chefs bien connus comme CBK, Prospère Israël Mahinduzi. Pour le moment, c'est Lwaboshi. On leur donnait un montant forfaitaire pour les aider. Nous nous entre-aidions avec feu honorable Djeef Kaputula. Nous allions cibler les milieux des inciviques et y créions des postes de contrôle. Par exemple à Katala, à Lubarika (Les FARDC) … ».[78] Les populations environnantes se sentent plus sécurisées grâce à la présence de la société Honoká. Elles peuvent vaquer à leurs occupations librement. Le gérant estime que les groupes d'autodéfense locale sécurisent bien la cité et les activités de production agricole. Ils ont une perception favorable et positive vis-à-vis du Groupe Honoká, la coopérative COBINALI et ses superviseurs. Si les paddy sont protégés et sécurisés par les autodéfenses d'Itara-Luvungi, le maïs est au cœur d'enjeux sécuritaires. Le produit agricole est une ressource pour accumuler de la monnaie ou pour approvisionner les forces d'autodéfenses locales. Sans reproduire les mêmes arguments, les groupes armés avaient l'habitude de voler les biens des populations à Murunga ou à Kabalike. La chaîne de valeur de maïs est influencée par les combattants armés qui assurent sa sécurité, contrôlent et filtrent les menaces et parfois régulent des disputes entre agriculteurs, producteurs et travailleurs saisonniers. Si les « daristes » (transporteurs cyclistes) avancent des réclamations ; celles-ci sont transmises et tenues en compte par les autodéfenses. Enfin, les interactions entre les acteurs armés sont caractérisées par des facteurs d'insécurité et des mutations qui sont intervenus dans le territoire d'Uvira.

[76] Tous deux sont des anciens députés élus d'Uvira.
[77] Entretien avec Roger Baogwere, Gérant des biens du député Charles Madekere dans le Groupement Itara-Luvungi, Luvungi, Février 2024
[78] Ibid.

2.3. LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT DES MINERAIS[79]



Les groupes armés y sont présents comme l'exploitation minière domine les activités économiques dans les deux chefferies. De la cassitérite, de l'or, du sable, du moellon et du calcaire à ciment y sont exploités. Dans les deux chefferies, les guerres civiles ont été à la base déplacement des populations et certains sites jadis actifs ont cessé leurs activités. Sur le total des personnes sondées, 45% confirment que des sites miniers sont actifs alors que 32 % ont estimé que certains ne le sont plus contre 23% qui ne savent rien. Les sites d'exploitation sont, pour la plupart, difficilement accessibles car la plupart des exploitants accèdent à leurs zones à pied[80] hormis Mugerero et Kigunga qui hébergent d'importants sites de cassitérite[81]où le Groupe Honoká détient le permis d'exploitation des minerais, y compris à Katogota. Des sites de calcaire à ciment[82]ont été découverts dans les mêmes zones, certains sont contrôlés par la famille Mbabaro Ombeni à travers la coopérative SOCOMIGO partenaire de la coopérative COBINALI appartenant à Charles Madekere. À Bijojo[83], même si le village s'était vidé, la cassitérite et l'or y étaient exploités et commercialisés à Lemera et dans les pays voisins.

S'agissant de l'implication des groupes armés dans les activités minières, 37% des personnes sondées sont tout à fait d'accord qu'elle relève de leur politique interne et des décisions personnelles des seigneurs de guerre alors que 30% ne sont pas du tout d'accord avec une pareille assertion. Les groupes armés ont des arrangements avec des exploitants miniers artisanaux[84], à nous en tenir à l'opinion de la majorité d'individus consultés. Si 34 % des personnes sondées sont d'accord par rapport aux arrangements entre groupes armés et chefs des puits, 29 % n'en savent rien pendant que 20 % n'en sont pas du tout d'accord. Dans cette perspective, certains combattants naviguent entre les métiers des armes, d'exploitants miniers artisanaux et de transporteurs pédestres des colis de cassitérite. D'autres ont une double caquette : le soir ils sont agents de sécurité dans et autour des sites miniers et pendant la journée, ils sont exploitants. Par rapport à la sécurité des sites d'exploitation, elle est assurée tantôt par des Wazalendo (Groupes armés) qui interviennent aussi dans la protection d'exploitants eux-mêmes. Il arrive qu'ils soient aussi porteurs des colis de cassitérite depuis les puits jusqu'au centre de négoce de Rupango notamment [85]. Bien que les groupes armés soient considérés comme des forces négatives dont les activités sont, en partie ou totalement, financées par les minerais, d'une part, et qu'ils soient considérés comme des acteurs criminels, d'autre part, ils sont relativement tolérés et jouissent des marges substantielles de leurs interactions avec la ville d'Uvira et d'autres centres commerciaux de la région. Ce résultat concorde avec celui de Baraka et al. (2024)[86] qui ont révélé des traces de blanchiment des capitaux issus des activités de groupes armés au Nord- et

[79]Artisanale et semi-industrielle

[80] 92, 2 % des personnes impliquées dans la présente étude le reconnaissent. Très peu d'exploitants accèdent à leurs zones par moto.

[81] Kigunga et Mugerero sont les deux sites principaux d'exploitation de cassitérite à Lemera, chefferie de Bafuliru (cf. Musamba, J. et al., 2016, note 37)

[82] La Burundi Cement Company, une société burundaise de production du ciment située à Cibitoke au Burundi, aurait une relation très intéressée avec ces sites à calcaire. En 2022, le ministre provincial des mines du Sud-Kivu, Apollinaire Bulindi, avait fait l'objet d'une motion à l'Assemblée provinciale, pour avoir autorisé le transport d'un lot de 775 tonnes d'échantillons « sans valeur commerciale » pour cette société. Les motionnaires voulaient donc du ministre une lumière, entre autres, sur la qualité de calcaires exploités dans la plaine de la Ruzizi, la valeur commerciale de cette matière et la vraie destination de celle-ci (Bulonza, Bertin, 2022).

[83] C'est aussi un autre site d'exploitation de la cassitérite dans le groupement Lemera

[84] Spécifiquement les chefs des puits et d'autres. Non pas dans le sens de blanchir les capitaux mais en termes des motivations pour leur paiement comme acteurs de sécurité du site et de l'espace.

[85] Focus group, exploitants, Munanira, février 2024

[86] Joël Baraka Akilimali et al. « Le Blanchiment des capitaux liés aux groupes armés et autres réseaux criminels au Sud-Kivu et au Nord-Kivu, RD Congo : Etude des procédés d'une économie locale criminalisée » (Goma : Éditions de Pole Institute, mars 2024).

Sud-Kivu à travers les secteurs immobilier, financier et de transport. Paradoxalement, c'est aussi la lutte contre la fraude et la contrebande minière qui s'inscrit dans la politique générale des groupes d'autodéfense locale[87]. Ces derniers se disent être conscients des initiatives de traçabilité et du bien-fondé de contrôler les chaînes d'approvisionnement des minerais pour éviter de contaminer les chaînes qualifiées, validées par SAEMAPE et la Division de Mines et Géologie. Cet engagement, aussi déconcertant qu'il paraisse, est tout de même intéressant à relever.

Alors que la présence des groupes armés ou des groupes d'autodéfense locale pose problème dans les sites, pour le cas de Munanira (Kise) notamment, ces derniers traquent désormais les managers, les négociants ou les exploitants miniers artisanaux qui contournent la chaîne d'approvisionnement des minerais de Katogota. Cet engagement « citoyen » étonne par sa spontanéité et contraste évidemment avec les arguments dominants ; il pourrait être perçu comme une action de charme pour amener le gouvernement congolais à les prendre complétement en charge comme ils sont devenus des supplétifs incontestables des FARDC[88]. En effet, le PDDRC-S rapporte qu'au Sud-Kivu, les groupes armés, dans leur diversité, ont établi leurs quartiers généraux partout là où il y a des sites miniers et sont par ce fait systématiquement impliqués dans des opérations de fraude et contrebande minières, notamment pour entretenir leur existence (Radio Okapi, 2024) et comme Kitakya et al. (2023)[89] l'ont constaté pour le cas de la partie australe du Nord-Kivu. Dans l'un comme dans l'autre cas, il est à déplorer, la complicité des autorités politico-administratives et sécuritaires pour l'exfiltration des colis. Cependant, en ce qui concerne le financement des groupes armés, mieux réfléchir au-delà des ressources naturelles. De nombreux travaux ont retracé les pratiques de financement[90] (la taxation[91] la collecte des biens[92], la rançon exigée en cas de kidnapping et les jetons de sécurisation et les ressources financières issue de la diaspora et d'un État étranger).

Outre les revenus des taxes collectées aux barrières érigées sur les routes, le transport des planches par les combattants serait une source individuelle de financement au sein des groupes armés. Les taxes imposées pour la sécurisation des entrepôts de planches et les biens collectées en nature ou sur les produits champêtres sont partagés. Selon les résultats, 70 % des personnes sondées confirment que les taxes sont établies sur la base des négociations entre les chefs locaux et ceux des groupes armés pendant que la Fédération des Entreprises de Congo (FEC), les commerçants et certains commandants des groupes armés trouvent un terrain d'entente pour imposer leurs taxes. Au-delà des ressources naturelles, il existe ainsi quatre types de sources de financent : la taxe de sécurisation, les sources extérieures, le financement à travers la chaine de production du charbon de bois et la planche et autres formes de taxe. Il existe des taxes de sécurisation et des ressources en provenance de l'extérieur[93]. C'est le cas des subsides que les groupes armés reçoivent de la diaspora. Mahoro Peace Association a été soupçonnée par le FBI et les renseignements militaires et civiles congolais d'avoir financé les Twirwaneho[94]. Les experts des Nations unies, dans un rapport[95]ont confirmé ce mode de financement[96]. Autant que des leaders locaux Banyamulenge avaient été arrêtés[97]autant que la diaspora des Bafuliru, Bavira, Banyindu financent la violence en plus des réseaux des commerçants locaux influents. Enfin, l'autre forme la plus en vue est la collecte des vivres et non vivres car des habitants contribuent en nature (Bijombo, Kigoma etc.)

Figure 6. Chaine de production et d'évacuation du charbon de bois



[87] Ils sont devenus des Volontaires pour la défense du Peuple (VDP)

[88] Il s'est observé la même position prise par les wazalendo à Rubaya (Nord-Kivu) qui, face à une sortie effrénée et illégale des minerais pour Rwanda via Kibumba et Rutshuru occupés par le M.-23, ont prévenu d'appliquer la rigueur de la loi à tous ceux qui se compromettraient dans les opérations de fraude et contrebande minière (cf. Tazama.rdc).

[89] Paul Paluku Kitakya, Mumbere E. Lubula, et Minane M.-G. Mpore. « Fraude et contrebande minières au Nord-Kivu » (Goma : Éditions de Pole Institute, 2023)

[90] Lire par exemple Amsterdam & Partners LLP (2024), Kitakya et al. (2023) et Sematumba et al. (2021)

[91] Kasper Hoffmann, Koen Vlassenroot, et Gauthier Marchais, « Taxation, Stateness and Armed Groups: Public Authority and Resource Extraction in Eastern Congo », Development and Change 47, nº 6 (2016): 1434-56,

[92] Koen Vlassenroot, Emery Mudinga, et Kasper Hoffmann, Contesting Authority: Armed Rebellion and Military Fragmentation in Walikale and Kalehe, North and South Kivu (Londres: Rift Valley Institute, 2016).

[93] C'est le cas des subsides que les groupes armés reçoivent de la diaspora

[94] Olivier Liffran et Antoine Rolland, « RDC : Du Texas aux hauts plateaux, le FBI sur la trace du financement des milices du Sud-Kivu », Africa Intelligence, 21 juin 2024, 3-4, https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2023/01/16/du-texas-aux-hauts-plateaux-le-fbi-sur-la-trace-du-financement-des-milices-du-sud-kivu,109881321-ge0.

[95] Conseil de sécurité des Nations Unies, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », 13 juin 2023.

[96] Ibid., 38-39.

[97] Le professeur Lazard Sebitereko avait été arrêté pendant que Saint-Cadet Ruvuzangoma avait échappé à la suite de graves accusations

2.4. Interactions avec les acteurs sécuritaires

Le contexte socio-sécuritaire qui prévaut dans les deux chefferies est très volatile et complexe. Il est caractérisé par des attaques nocturnes contre les groupes ennemis, des actes de vol à mains armées programmé, le kidnapping et vol du bétail, la traque des groupes armés dans les zones limitrophes des populations et de l'activisme des groupes armés locaux, etc. C'est dans ce contexte très fragiles que les groupes d'autodéfense locaux, les groupes armés et les FARDC interagissent dans un objectif de contrôle des espaces. En plus du pillage et du vol de vaches, les tensions Burundo-rwandaises et les dynamiques socio-politiques régionales ont récemment déstabilisé le Burundi au point de fermer ses frontières. Si endiguer les risques d'envahissement était une des raisons évoquées, les visées sont énormes et dépassent les seules lectures populaires. Enfin, il s'agissait de la traque de Michel Rukunda « Makanika » et des Twirwaneho, des groupes armés burundais (RE-Tabara)[98] et Forces nationales de Libération (FNL)[99].

En 2020, les RED-Tabara ont subi plusieurs attaques conduites par les Imbonerakure et les FDNB dirigés par le colonel Fureko[100] d'un côté, et de l'autre, des opérations militaires contre leurs camps à Kabere, Mubere et Rukobero. L'objectif de ces opérations était de mettre fin à leurs incursions au Burundi. Pour survivre dans cet environnement hostile, les combattants RED-Tabara ont développé, dans certaines zones, des relations avec les communautés locales dont les Bafuliru. Cependant, les alliances constituées à partir de ces relations ont été très éphémères[101].



Enfin, c'est le Relookage d'alliances, pistage et renseignement des FARDC et/ou le TAFOC. Deux vagues successives de déploiement des forces burundo-congolaises du Task Force Commando (TAFOC) avaient eu lieu. D'abord en août 2022 puis en janvier 2023 et prit pied à Bijombo. C'est cette vague qui força les RED-Tabara à se retirer vers les territoires de Fizi. L'arrivée de la TAFOC a permis de changer les rapports de force. Le relookage d'alliances fut déclenché entre des anciens groupes armés, les forces burundaises et les forces de défense et de sécurité congolaises. Le Task Force Commando, une opération militaire Congolo-burundaise autant que les FARDC collaborent avec des groupes armés de fait. Si à Bijombo les Burundais convoquent les groupes d'autodéfenses locales dans les réunions, à Kigoma, ils les ont convaincus avec les communautés à relancer les marchés hebdomadaires de Kashatu (Mercredi). Étant donné qu'eux-mêmes s'y approvisionnent. Plusieurs

[98] Le RED-Tabara ont été au centre des tensions sous-régionales impliquant le Burundi, le Rwanda et la RDC. Son alliance avec les groupes armés locaux (Gumino, notamment) n'était pas de nature à sécuriser leur pays d'origine, le Burundi, tandis qu'au niveau local, il s'est lié à feu Mushombe Bernard et à Katare Muganguzi Rushaba dans le vol des vaches appartenant aux Banyamulenge. La présence des FNL est souvent citée à Kiriama et Kitavuzambegere.

[99] Les FNL branche Nzabampema procédaient par des incursions et des attaques contre les zones transfrontalières burundaises. Certaines avaient été tués et d'autres capturés dans les attaques incursions. Si Rukoko était la cible des attaques, les pillages des produits champêtres aussi bien à Kiliba marquaient les pratiques de violence reconnue à ce groupe. À l'arrivée des FRONABU-Tabara, le MSD et des FOREBU, le FNL avait toujours résisté là où les autres ont implosé. En ce qui concerne les attaques, ils étaient impliqués dans le vol des vaches, si bien que diverses opérations militaires avaient implosé leurs retranchements. Ils finirent par se réorganiser à Bijombo, Itombwe et Kigoma. Au démantèlement de ses positions et quartiers généraux de Nabombi et Nyaburanda à Bijombo, ils sont allés dans les forêts de Nabombi et de Mushule. Finalement, ils sont revenus à Nyaburanda. Ainsi, en 2022, une coopération entre FNL et RED-Tabara était engagée alors qu'ils se sont affrontés à Kigoma.

[100] Fureko est un ancien combattant FRF qui avait des liens étroits avec le Burundi et des Banyamulenges qui sont au burundi. Il aurait des rapports avec des dirigeants et services burundais de documentation.

[101] Entre le mois de novembre et décembre, Aloys Nzabampema et certains de ses combattants seraient localisés à Mbandakila (Territoire de Mwenga).

témoignages[102]confirment que la FDNB a été pistée par les groupes armés et groupes d'autodéfense locaux pendant son déploiement dans les groupements de Kigoma et Bijombo. Les interactions entre les groupes armés et les forces de défenses et de sécurité sont à situer au niveau de partage des informations et des ralliements sécuritaires. Concomitamment, d'autres groupes armés sont utilisés comme des guides ou des éclaireurs pendant les opérations militaires[103]. Certains individus ont joué des rôles d'agents doubles pour les FARDC contre les rebelles burundais, d'autres sont des sources de renseignements supplémentaires pour les services de défense et de sécurité. En scrutant les résultats des sondages réalisés, 67,9 % des participants attestent que les forces de défense et de sécurité travaillent avec les groupes armés et d'autodéfense locale contre 20,4% qui le contestent. Si les groupes d'autodéfenses reçoivent une attention particulière auprès des forces de défense et de sécurité, c'est parce qu'ils se partagent les zones de patrouille et permettent aux FARDC de se mouvoir sur un terrain compliqué. Les groupes d'autodéfense du Mwami des Bafuliru jouent un rôle déterminant à ce sujet. Ces collaborations se répercutent aux rapports avec les forces d'autodéfense du Mwami Adam Kalingishi car ils travaillent avec les FARDC dans les villages, ils bénéficient de l'appui de la chefferie des Bafuliru pendant les opérations. Ils sont en plus associés à des séances de conseil local de sécurité élargi.

Chapitre 3. LA RUÉE SUR LA VACHE

Depuis 2017, le territoire d'Uvira assiste à une ruée sur les vaches. Qu'elles appartiennent aux Banyamulenge ou aux Bafuliru, les sont exposées aux pillards et aux kidnappeurs des animaux. Activités prisées des groupes armés et des bandits, le pillage et le kidnapping des vaches divisent les communautés et affectent le processus de la transhumance bien que les deux chefferies les expérimentent différemment.

3.1. Facteurs d'insécurité comme des difficultés

En effet, le secteur agropastoral est dominé par les facteurs d'insécurité et des difficultés. Outre la politique de contrôle des territoires par groupes armés et des incidences des conflits qui opposent les groupes ethniques, les conflits affectent le processus de transhumance, car les vaches étant devenues une cible privilégiée. Rappelons que trois modes[104] d'élevage sont observés dans les zones alors que des groupes armés sont très impliqués à la fois comme protecteurs et voleurs. En vue de relever le niveau de sécurité pour les bêtes et les populations, et ainsi réduire le niveau des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs, un projet d'édit sur la réglementation de l'élevage[105] avait été proposé mais n'était pas adopté par l'assemblée provinciale du Sud-Kivu en 2022. S'attaquer aux vaches des Banyamulenges, par exemple, serait réduire leurs capacités économiques et leur détermination à combattre. Pourtant, il n'y a pas que les vaches de Banyamulenge qui sont victimes.

Les Bafuliru aussi en perdent. Selon des sources, les groupes d'autodéfense de Banyamulenge seraient impliqués dans l'expropriation des vaches appartenant aux Bafuliru. D'autres sources informent que le vol serait l'œuvre des voleurs à mains armées (…) ou des groupes Mai-Mai comme les principaux coupables[106]. Que les vaches soient centrales dans l'organisation socio-culturelle des Banyamulenge et sacré[107], toutes les communautés sont victimes de vol de vaches. Le vol récurrent des vaches est un phénomène ancien depuis les rebelles Simba des années 1960. Les rebelles de l'AFDL ont aussi pillé les vaches si bien que les raisons suivantes justifient le vol des vaches : 1) la recherche du lucre et du profit ; 2) le kidnapping pour rançon; 3) Enfin, la prétention de « récupérer » des vaches volées par groupes armés ennemis et la punition ou l'affaiblissement de pouvoirs économiques et de domination des Banyamulenge[108].

3.2. Destination des vaches volées

Enfin, c'est la destination des vaches volées et le nexus entre le foncier, la transhumance et les conflits armés. Selon les résultats du sondage effectué, 60,5% des répondants sont unanimes que les éleveurs

[102] Les témoignages collectés auprès des autodéfenses, autorités locales et commerçants mentionnent cette collaboration avec la FDNB.
[103] Entretien avec Manowa Ndahinda, personne déplacée interne de Rurambo, Uvira, février 2024
[104] La garde des vaches aux environs d'habitations ou auprès des positions des groupes armés (1), dans les pâturages (2), et d'autres encore pratiquent la transhumance (3).
[105] La PrunelleRDC /RTNC, « Sud-Kivu : vers le vote d'un édit portant réglementation de l'élevage ? », La prunelle Verte, 2 juin 2022, https://laprunelleverte.com/sud-kivu-vers-le-vote-dun-edit-portant-reglementation-de-lelevage/.
[106] Focus Group avec des éleveurs, Kasenya, Janvier 2024
[107] radio okapi. le peuple banyamulenge : culture et tradition. 09/10/2018. https://www.radiookapi.net/2018/10/09/emissions/identite-culturelle/le-peuple-banyamulenge-culture-et-tradition
[108] Entretien avec Namuti, Kitoga, février 2024

Banyamulenge sont les plus ciblés par le vol des vaches, pendant que 35,5% partagent moins cette perception. D'autres arguent que les vaches des Bafuliru ne sont pas les plus ciblées contre 28,5 % qui l'approuvent. Il faut noter que le pillage des vaches est l'œuvre d'acteurs diversifiés. A part les éléments bien identifiés « groupes armés », des bandits isolés et armés ou pas sont aussi parmi les voleurs des vaches. Ces derniers sont connectés aux acheteurs.

Certaines vaches sont vendues non loin des zones où elles ont été volées, d'autres dans les territoires de Mwenga (Kamituga, Miki, Chefferie de Lwindi), de Walungu (Kaziba) ou en province du Tanganyika (Kalemie, Moba et Nyunzu). Si les statistiques officielles ne mentionnent le nombre de vaches pillées ou kidnappées chez les Banyamulenge, les sources locales à Minembwe évoquent plus de 265.000[109]vaches victimes pour 2021 seulement.

Les Maï-Maï et les RED-Tabara[110]seraient cités comme les plus grands voleurs. Par contre, les données statistiques n'existent pas pour les vaches volées par des combattants Twirwaneho et/ou Gumino chez les Bafuliru. Donc la recrudescence du vol de bétail est un des facteurs d'insécurité pour des éleveurs et s'explique par la présence de groupes armés. Une fois les vaches appartenant à un membre d'une communauté sont pillées, les groupes armés de la communauté concernée organisent une expédition punitive contre la communauté qu'on soupçonne être celle des voleurs.

3.3. Nexus entre le foncier, la transhumance et les conflits armés

S'il existe des liens entre les problèmes fonciers, la transhumance et les conflits au quotidien dans la zone. Les Banyamulenges élèvent leurs troupeaux dans les montagnes et à l'air libre. Quand arrive la période de la transhumance, ils sont obligés de payer des redevances[111]pour assurer la mobilité à leurs vaches. Bien souvent les éleveurs résistent, ils s'opposent. Malgré les régulations nationales ou locales sur la pratique de l'élevage, les tensions persistent entre les Banyamulenges et les Bafuliru, les Bavira et les Banyindu autour des terres, du foncier et des lieux de l'élevage. Si avant les éleveurs de Bijombo allaient à Kateja, Birimbi et Gihambi, ils ne peuvent plus y aller[112]à cause de l'insécurité qui y prévaut. Dans la mesure où le foncier contient des ressources naturelles, l'autre partie du conflit est le nexus avec les minerais. Dans certaines zones, des creuseurs sont en conflits avec les éleveurs, car l'exploitation alluvionnaire menace les vaches déclenchant ainsi les conflits entre éleveurs et creuseurs.

[109] Jean Ntumwa, « Minembwe(RDC) : plus de 265000 vaches pillées en deux ans, la malnutrition s'invite », SOS Médias Burundi (blog), 18 janvier 2021, https://www.sosmediasburundi.org/2021/01/18/minembwe-rdc-plus-de-265000-vaches-pillees-en-deux-ans-la-malnutrition-sinvite/.

[110] Adam Ntwari, « Sud-Kivu (RDC) : la FDNB renforce ses positions », SOS Médias Burundi (blog), 16 avril 2022, https://www.sosmediasburundi.org/2022/04/16/sud-kivu-rdc-la-fdnb-renforce-ses-positions/.

[111] (Itulo ou Ituro) : Une redevance à payer aux autorités coutumières. Il serait au centre de contestation par de nombreux éleveurs Banyamulenge.

[112] Entretien avec un éleveur munyamulenge, Ville d'Uvira, Février 2024

Chapitre 4. CONNEXION ET CENTRE D'INTÉRÊTS ENTRE ACTEURS SOCIO-POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, SÉCURITAIRES ET EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES

Ce chapitre accorde une attention à certains acteurs et structures actifs dans la zone d'étude en raison du niveau de leur implication dans les dynamiques aussi bien nationales que régionales.

4.1. Feu Djeef Kaputula et BUCECO[113] au cœur d'interactions régionales

Ancien chef du groupement Itara-Luvungi, Djeef Kaputula était compté parmi les acteurs les plus actifs dans la zone. Grand propriétaire terrien, le chef Djeef Kaputula était très connecté aux groupes armés[114]. L'homme était également connecté aux officiers de de la FDNB, l'armée burundaise. Proche des groupes d'autodéfense locale, il avait facilité la connexion avec certaines autorités au Burundi. Du point de vue économique, la Burundi Cement Compagny (BUCECO) a été l'alliée principal de Djeef Kaputula au Burundi. Il s'agit d'une entreprise appartenant à Damascène Umuhindigiri[115]. La BUCECO est plus ou moins dépendante du calcaire en provenance de la RDC (Luvungi, Lemera et Katogota). Depuis longtemps, le calcaire a fait objet d'une contrebande entre la RDC et le Burundi via Katogota et Cibitoke. Le chef Djeef Kaputula a joué un rôle capital dans la connexion avec BUCECO. C'est lui qui aurait négocié le marché. Si dans le temps il n'avait jamais rencontré Damascène Umuhindigiri lui-même, il avait travaillé avec ses gérants et avec des officiels militaires burundais basés dans la province de Cibitoke. Selon des sources des forces autodéfenses locales à Luvungi, le feu Djeef Kaputula était en contact permanent avec les colonels burundais Jason Giharuzo[116]et Théogène qui, tous, furent dans le circuit de BUCECO. Jason Giharuzo fournissait les armes aux jeunes de Luvungi et d'autres chefs locaux : « *Le colonel Jason Giharuzo, on le côtoyait avec Fidèle de Cibitoke. Il était dans le circuit BUCECO. Il fournissait des armes et de Kalachnikov aux jeunes de Luvungi. Ceux qui étaient dans les concessions de Madame Aziza Kulusum. Sefele venait récupérer des armes auprès de Nyandui. Bwegera était le point de jonction. (…)* »[117].



Comme acteur politique et économique, Djeef Kaputula est rentré en relation avec des milliaires burundais en charge du déploiement des Imbonerakure[118] dans la chefferie des Bafuliru. Ses contacts ont connecté les groupes

[113]Jackson Bahati, « Cibitoke : le ciment Buceco devient de plus en plus rare », Iwacu, 15 janvier 2020, https://www.iwacu-burundi.org/cibitoke-le-ciment-buceco-devient-de-plus-en-plus-rare/.

[114] Gracieuse Wany S., « Accusé d'entretenir une milice à Luvungi : le député Mbabaro se dit étonné et parle d'une imputation dommageable », La Prunelle RDC, 6 mars 2020, https://laprunellerdc.cd/accuse-dentretenir-une-milice-a-luvungi-le-depute-mbabaro-se-dit-etonne-et-parle-dune-imputation-dommageable/.

[115] Décédé il y a presque un mois, Damascène Umuhindigiri était un sujet Rwandais installé à Bujumbura après avoir été déclaré persona non grata par Kigali. L'homme d'affaire (qui avait investi dans le Tabac) était suspecté être de mèche avec le Burundi contre le Rwanda.

[116] Militaire burundais avec des racines Bafuliru, il est attaché à Cibitoke. Nous l'avions contacté pour plus renseignement mais on s'est raté. Promettant de nous rencontrer à Bujumbura mais ses taches ne l'ont pas permis. Il aurait joué un grand rôle dans les connections avec les autodéfenses de Luvungi et leur formation selon nos contacts.

[117] Entretien avec Ntus Ntwantu, Op.cit.

[118] Burundi Cement Company, « Damascène Umuhindigiri : La Production de Burundi Cement Atteint Des Niveaux Records », PR Newswire, 16 mars2013, https://www.prnewswire.com/news-releases/tribert-rujugiro-ayabatwa--la-production-de-burundi-cement-atteint-des-niveaux-records-198610421.html .

d'autodéfense locaux au Burundi. Dans ce cadre, deux leaders des groupes d'autodéfense locaux se sont rendus au Burundi. Ayant bénéficié d'une formation militaire et des notions basiques des renseignements, ils ont joué un rôle important dans la structuration des forces d'autodéfense locales en s'inspirant de l'expérience burundaise[119]. L'un de ces leaders formés avait plus tard participé aux opérations militaires de la FDNB contre les FNL d'Aloys Nzabampema dans la forêt de Kitavuzambegere. Malgré sa fonction politique de député provincial et son rang de haut cadre du PPRD (Le parti au pouvoir à l'époque), feu Djeef Kaputula était en rivalité avec ses frères et le Mwami des Bafuliru. Ces rivalités étaient autour de l'accès aux sites miniers. Mobilisant son influence, il parvint à s'imposer dans le secteur minier dans le groupement d'Itara-Luvungi. Deux structures vont alors collaborer dans l'exploitation des minerais : La coopérative minière et agricole (COBINALI) appartenant au Groupe Honoká et la Société Coopérative Minière de Gombaniro (SOCOMIGO), une structure totalement contrôlée par le pouvoir coutumier du groupement d'Itara-Luvungi.

4.2. Jésus Bufuliru et interactions socio-politiques et sécuritaires

Acteur politique et Député national du Sud-Kivu, élu du territoire d'Uvira, Jésus Bufuliru est la principale cible des activistes Banyamulenge. Connu suite à son discours très hostile aux Banyamulenge et au Rwanda, il est même sous sanction de l'Union Européenne. Plusieurs acteurs armés actifs au Sud-Kivu (dans la zone de l'étude) ont confirmé être en contact soit avec lui et soit avec ses représentants. À Luvungi, Lemera et Mulenge, il jouit d'une notoriété incontestable. Bufuliru est également dans le viseur d'un collectif d'avocats défendant la cause Tutsi. Pour eux, il devrait être arrêté. Chouchou des groupes armés ancrés chez les Bafuliru et chez les Banyindu, l'honorable Bufuliru soutient l'idéologie « Wazalendo ». Cette prise de position inquiète les Banyamulenges qui redoutent une détérioration de la situation dans un contexte sécuritaire déjà tendu. Au-delà du contexte de campagne électorale, le discours de l'honorable Bufuliru et son attachement aux groupes armés sont le reflet des aspirations d'une bonne frange des Bafuliru et des Banyindu qui ne peuvent percevoir les Banyamulenges qu'au travers du prisme du Rwanda. Ils sont ainsi considérés comme des « ambassadeurs » des Tutsi du Rwanda dans une supposée guerre d'occupation dont la finalité serait la mise en place d'un Tutsiland dans l'Est de la RDC. Cette thèse véhiculée par un discours qui puise sa force dans les théories du complot n'a pas encore reçu son antithèse ni du côté des acteurs politiques, ni de celui des acteurs impliqués dans le peace building. Cela participe à la radicalisation des combattants dans le territoire d'Uvira.

4.3. Groupe Honoká et COBINALI : Connexions politiques, économiques et sécuritaires locales

Monsieur Charles Madekere est un acteur économique bien connu au Sud-Kivu. Il est fondateur du Groupe Honoká très actif dans la plaine de la Ruzizi. Les rapports du groupe d'expert des Nations unies des années 2008[120]et 2009[121]avaient mentionné le Groupe Honoká dans les interactions avec des FDLR et dans le préfinancement des négociants qui approvisionnaient son comptoir à Bukavu. Les deux rapports mentionnaient aussi que des minerais qui revenaient des zones des FDLR étaient ensuite vendus à Lemera où le Groupe disposait d'un permis d'exploitation. Si le Groupe Honoká détient de grandes étendues foncières dans la plaine de la Ruzizi (groupement Kakamba et Itara-Luvungi), ses entreprises (Groupe Honoká et COBINALI) ont été en interactions parfaites avec des groupes d'autodéfense locaux. Ils détiennent d'importantes concessions et une entreprise de production du Cacao à Lubarika et dans ses nombreuses plantations, des groupes d'autodéfense locale y sont stationnés et travaillent pour assurer la sécurité malgré la présence des FARDC et des policiers congolais.
Alors que le Groupe Honoká a été ainsi le plus grand fournisseur de riz à la société Bralima Bukavu et aux établissements Datco en province du Sud-Kivu, ses Blocs de champs de riz et de maïs sont militarisés à des degrés variés. Dans certains, les groupes d'autodéfense locaux y assurent la garde et, dans d'autres, ils y effectuent des patrouilles[122]contre les voleurs et des criminels.

Le Groupe Honoká détient des périmètres d'exploitation des activités minières autour des sites chez les Bafuliru. Une coopérative minière, la COBINALI, opérationnelle dans la zone est dirigée par les proches de monsieur Charles Madekere. Depuis qu'il a été cité dans le rapport[123] des experts de Nations unies, Charles Madekere avait changé de mode opératoire. Comme il ne peut plus exporter les minerais, il a opté pour des accords avec des entités qui les traitent localement. Depuis longtemps, il a travaillé avec les Établissement Nkulo (Panda Kirarira) pour la cassitérite de Lemera (Kigunga et Mugerero) alors que récemment c'est avec CJX de Joseph Kazibaziba qu'il est en

[119] FNL et RED-Tabara
[120] Conseil de sécurité des Nations Unies, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo » (New York : Nations Unies, 23 novembre 2008)
[121] Conseil de sécurité des Nations Unies, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo » (New York : Nations Unies, 23 novembre 2009)
[122] Patrouilles nocturnes ou diurnes de vigilance, de contrôle et /ou de combats
[123] Conseil de sécurité des Nations Unies, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », 23 novembre 2008, 22-26.

partenariat au-delà des risques que présente sa chaîne d'approvisionnement. Par ailleurs, dans ses terrains disputés d'ailleurs avec les autres opérateurs, COBINALI et SOCOMIGO de la famille Kaputula seraient dans les procédures de partenariat.

Au moment où nous collections les données à Luvungi, les activités minières liées à l'exploitation des calcaires de ciment étaient suspendues. Quelques jours plus tard, nous étions informés que ces activités redémarraient. Charles Madekere et COBINALI étaient liés au chef Djeef Kaputula. Si les tensions sont apparues dans les zones où le calcaire était découvert et exploité, une des personnes travaillant pour le compte de Groupe Honoká assurait qu'ils sont dans le processus d'harmonisation avec COBINALI afin qu'ils exploitent grâce aux documents de cette coopérative qui est agréée. Un arrangement avait été conclu par les mêmes acteurs à Munanira. Les connexions établies ici sont des trois ordres[124].

4.4. Saboteur-connecteur : Jean Kimararungu

Leader social incontesté dans le sud profond de la province du Sud-Kivu et à travers le monde pour la défense de la cause Banyamulenge, Jean Kimararungu fut le coordonnateur de l'ONG Groupe Milima. Originaire de Rurambo selon certaines sources, sa famille avait émigré vers la localité de Bibangwa. Membre du clan Bagorora, Kimararungu navigue entre les statuts de saboteur et de connecteur des initiatives de paix dans les chefferies de Bafuliru et Bavira. Ancien cadre de la Branche politique des Forces Républicaines Fédéralistes (FRF)[125], il a été dans les luttes contre la trop grande influence du Rwanda sur le dossier Banyamulenge. Dans son livre[126], il parle des options des Banyamulenge entre les deux guerres de 1996. Par contre, comme fervent nationaliste et Tutsi anti-Rwanda, il a risqué sa vie et ne serait pas en bon termes avec les Rwandais. Par ailleurs, il est parmi des connecteurs de la paix dans la chefferie des Bafuliru et Bavira. Concomitamment, Jean Kimararungu jouerait au sapeur-pompier pyromane. À la fois acteur de la société civile et acteur politique, il a été ministre provincial au Sud-Kivu. Sous son règne et accompagné de l'ONG ADEPAE de Jean-Louis Mubyutsa, malgré l'appui du PNUD, un arrêté controversé portant règlementation de l'élevage avait été pris par le gouvernement provinciale. Comme certains acteurs politiques ont pensé que cet arrêté[127]allait déposséder certains chefs locaux de leurs droits coutumiers, les tensions récentes n'ont pas permis de l'implémenter ni à Kitoga ni Bibangwa ou dans les Hauts Plateaux d'Uvira, Mwenga ou de Kalehe. En ce qui concerne le groupement Kigoma, des informations à notre possession créditent son rôle dans l'escalade de la violence. Son soutien aux Twirwaneho à Kigoma est incontestable.

[124] Tout d'abord, l'influence qu'un acteur économique ou son unité de production exerce sur groupe armé ou sur une force d'autodéfense locale reçoit en retour une allégeance résultant d'un processus de négociation quasi permanent. Ce processus est très important pour ensuite viabiliser les interactions entre les groupes armés, les agents de l'acteur économique et les acteurs armés (Étatiques et non-étatiques). Enfin, c'est sur ce dispositif plus ou moins sécurisé que se greffent les dimensions transnationales et régionales comme le démontre si bien la contrebande autour des minerais du calcaire à ciment.

[125] Judith Verweijen et al., « Pagaille sur les Plateaux : La trajectoire de l'escalade de la violence dans les montagnes du Sud-Kivu », Série Insecure Livelihoods (Gand : GIC Network, juin 2021), 24.

[126] Manassé Ruhimbika, Les Banyamulenge, Congo-Zaïre, entre deux guerres, Mémoires lieux de savoir (Paris, L'Harmattan, 2001).

[127] La Prunelle RDC /RTNC, « Sud-Kivu ».

Chapitre 5. DIMENSION REGIONALE : ACTEURS TRANSNATIONAUX AU CŒUR DES ENJEUX

Depuis plusieurs années, la RD Congo entretient des relations économiques avec ces voisins. Les échanges transnationaux ont toujours impliqué les acteurs isolés et agissant individuellement (commerçants et petits commerçants transfrontaliers, surtout les femmes et quelques entreprises impliquées dans des projets beaucoup plus structurés). Avec le contexte de guerre qui prévaut dans la région depuis maintenant trois décennies, de nouveaux acteurs sont apparus et les enjeux se sont complexifiés. Ce chapitre aborde les dimensions régionales des interactions déjà documentés dans les chapitres précédents.

5.1. Ressources naturelles : Entre la contrebande et l'importation régulière

Scrutant les relations transnationales, il ressort que les ressources naturelles (Minerais, bois ou poutres) exploitées dans le territoire d'Uvira transitent par le Burundi pour d'autres destinations. Le territoire d'Uvira et la province burundaise de Cibitoke constituent des points vitaux dans cette dynamique transfrontalière. Les populations de part et d'autre de la rivière Ruzizi y ont développé d'intenses échanges commerciaux. Les connexions ont été favorisées par l'existence des liens de parenté entre certains acteurs économiques établis sur cette sorte « d'espace-frontière. ». Conséquences, la contrebande trouve un contexte favorable. Sachant que des réseaux d'acheteurs s'installent à Bujumbura pour résorber l'or produit à Fizi, Uvira et Itombwe, des vendeurs d'or et de cassitérite de Mwenga, Bijombo et de Fizi sont stationnés à Uvira, quartier Mulongwe. Si ces réseaux sont connectés à ceux des pays étrangers, la récente traque des criminels économiques par l'État (l'armée, la garde républicaine ainsi que des agents de la DMIAP) a contraint nombreux à la clandestinité. Mais cela n'empêche pas l'évacuation des ressources naturelles vers le Burundi. Trois ressources sont particulièrement concernées par cette contrebande transnationale : Les poutres en provenance de la RDC font partie de la politique commerciale burundaise actuellement. L'armée burundaise a le contrôle dudit réseau, à travers le Général Basabose[128]. Le bois en provenance de la RDC alimente l'industrie de menuiserie au Burundi qui est également contrôlée par quelques éléments de l'armée congolaise. Ensuite, ce sont des minerais de calcaire afin de compenser l'insuffisance de la production burundaise (Cibitoke), BUCECO recourait aux minerais de calcaire en provenance de la RDC[129] en marge du chanvre.

5.2. Minerais de calcaire : Enjeux et connexion transnationale

Le minerai de calcaire exploité dans la chefferie des Bafuliru était extrait et évacué au Burundi pour y alimenter une cimenterie à Cibitoke. Damascène Umuhindigiri, un sujet rwandais basé dans plusieurs pays africains, notamment au Burundi, a joué un rôle important dans ce secteur. Ayant constaté que le Burundi importait beaucoup de ciment des pays de l'EAC, il avait décidé d'ériger une usine sur place au Burundi (BUCECO). Des sources militaires et journalistiques au Burundi affirment que le calcaire congolais traversait par la frontière pour alimenter la production de BUCECO à Cibitoke. Les connexions établies entre l'ancien Djeef Kaputula , des militaires burundais et la gérance de l'usine BUCECO faciliteraient les transactions entre Itara-Luvungi et Cibitoke. La première connexion serait entretenue entre les leaders politiques congolais (Djeef Kaputula) et la direction de l'usine BUCECO. La deuxième serait celle établie entre des FDNB militaires et des autodéfense locales (Groupes armés) qui seraient supposés répondre à Djeef Kaputula qui les connecta même si un chercheur le considérait aussi avec les RDF dans le soutien des RED-Tabara. La troisième connexion est locale, c'est à dire, l'Usine avait besoin du calcaire congolais, et y a accédé avec le monopôle. Si son propriétaire est en disgrâce au Rwanda, l'opérateur économique rwandais, a investi au Burundi et serait dans le sciage du FDNB comme fournisseur du pétrole et d'autres articles : « *Umuhindigiri est un businessman et fidèle à certains Généraux de Cibitoke. La cimenterie est proche de la frontière* »[130]

5.3. FDNB À l'Est de la RD Congo : Dollars, survie et affaires ?

[128] En 2021, le rapport des experts de Nations avait épinglé les militaires burundais comme des intermédiaires pour alimenter l'industrie chinois en bois.
[129] Les gisements de calcaire disponibles dans les groupements d'Itara-Luvungi et Lemera sont capitalisés.
[130] Entretien avec Major Niyonizigiye, Bujumbura, mars 2024

La présence des Forces de Défense Nationale du Burundi en RDC est interprétée de plusieurs manières. Trois dimensions sont mises en exergue. Dans un premier temps, il s'agit d'un « buisines militaire » dont le but serait de compenser la carence en devise dans les banques burundaises comme le Burundi fait face à un problème économico-financière cruciale. La main tendue de la RD Congo est tombée comme une manne et un soulagement bien que des sources internes au Burundi accusent des élites militaires d'en profiter pour accumuler de l'argent. Ces militaires ont été la cible de la rébellion. Ces militaires comme ceux qui sont venus en RD Congo plus tard dans le cadre de « TAFOC » pour renforcer les FARDC à traquer et limiter le M23/AFC en province du Nord-Kivu, font entrer des devises pour le régime burundais et pour une élite militaire proche du pouvoir de Gitega. Selon deux sources locales burundaises et diplomatiques, des officiels et autorités de renseignements militaires (Christ Mulangisha) se rendent souvent au Burundi. En février 2024, nous confie une source militaire, des Congolais ont apporté des valises de dollars (Billets de 100 USD) qu'ils ont remis aux autorités burundaises en guise de paiement des efforts de deux brigades qui sont au Congo. L'argent est arrivé dans la Banque centrale burundaise selon une source militaire et a servi pour payer les militaires. Bref, les militaires burundais ont sacrifié leurs vies pour les vies au Burundi. Les soldats burundais sont dans les opérations militaires de type contre-insurrectionnelles pour assurer la survie existentielle du pays et du régime CNDD-FDD.

Dans nos discussions avec des sources au Burundi comme diplomatique à Goma, il est clair que le régime burundais fait tout pour assurer que le partenariat demeure car il est salutaire pour le régime Ndayishimiye et ses caciques militaires controversées. Par conséquent, pour une source bien instruite, les caciques du régime estiment que la présence Burundaise est salutaire pour endiguer les déferlements du M23 et du régime Kagame dans la province du Sud-Kivu. Enfin, l'intervention du Burundi dans l'Est de la RDC profite à une frange de généraux hautement placés. Les Généraux Calixte Gashamba, Basabose et Jean Marie Vianney seraient les plus grands bénéficiaires de la présence miliaire burundais dans l'Est du Congo. Il n'y a pas que la guerre, il y a aussi le business.

5.4. Compétitions entre États membres de l'EAC

L'Est de la RD Congo est devenu un espace de compétition sécuritaire, stratégique et économique entre les membres de l'EAC. Si la présence burundaise est justifiée après l'arrestation des militaires burundais par l'Alliance du Fleuve Congo (Ex-M23/ARC), les États de la région de l'EAC sont en rivalités ouvertes. Le Burundi appuie l'État congolais alors que le Rwanda soutient le M23/AFC bien que le Rwanda eût cessé d'apporter son appui au RED-Tabara depuis 2019. Le Burundi a déployé des militaires depuis Luvungi-centre à Rudaha autour de Nyangezi.[131] Ces nombreux militaires venaient des fronts de Nord-Kivu et auraient pour mission de défendre la ville de Bukavu contre une potentielle attaque des M23/AFC. La chute du Bukavu ouvrirait la voie vers la Plaine de la Ruzizi et porterait la menace aux portes de Bujumbura. Pour le Burundi, une progression du M23 vers la Plaine de la Ruzizi aboutirait certainement à une alliance entre le RED-Tabara et le M23 et rendrait le pays plus vulnérable qu'il ne l'est actuellement. Le Rwanda en profiterait pour contribuer au renversement du régime. L'on comprend dès lors pourquoi le déploiement des éléments de FDNB dans le Masisi a été presque « clandestin » dans un contexte où certains États membres de l'EAC se livrent des batailles par des groupes armés interposés (Rwanda et AFC) mais aussi FARDC et FDNB contre la progression du M23/AFC.

5.5. Réorienter la route du Coltan de Rubaya, MONUSCO et SAMIDRC[132]

Selon un acteur politique et une source diplomatique, des contacts avaient été engagés entre la Présidence du Burundi et les leaders Hutu du Nord-Kivu, notamment Jean-Mobert Kambonja. Pour cette source, le Burundi aurait assuré les élites Bahutu de réorienter leur chaîne de coltan de Goma, Masisi, vers Bujumbura pour déconnecter Kigali des affaires minières. Les Bahutu avaient posé les conditions de sécurisation de voie d'écoulement des produits. « *(…) Les Burundais veulent mettre la main sur les minerais de Masisi. La connectivité entre Hutu de Burundi et de Masisi. Dans un deal ; c'est le Burundi qui veut jouer le rôle que le Rwanda avait joué jadis. (…) Pour que cela réussisse, que le président Burundais s'investisse dans la sécurité. (…) Robert Seninga aurait accepté mais la communauté Hutu (Nord-Kivu) est divisée à ce sujet* »[133]. Ainsi, certaines hypothèses avancent que les déploiements des Burundais à Minova et Birava visent à éviter que le M23 ne se déverse au Sud-Kivu. Selon les sources militaires et diplomatiques à Goma, certains commandos burundais ont été relocalisés.

[131] Conseil de sécurité des Nations Unies, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », 13 juin 2023, 41-47.

[132] Secretariat de la SADC, « Deployment of the SADC Mission in the Democratic Republic of Congo », Southern African Development Community, 4 janvier 2024, https://www.sadc.int/fr/node/5230.

[133] Entretien avec un Honorable Butsitsi, Ville de Goma, Avril 2024

Cependant, il est difficile de cerner cette perspective tant que des opérateurs économiques et commerçants Bahutu ne peuvent pas mesurer le coût des exportations des minerais de Masisi vers le Burundi par rapport au Rwanda. En termes de moyens engagés, des avantages comparatifs entre exporter via Rwanda par rapport au Burundi mais aussi liés à des grands projets de connexion entre les États membres de Corridor Est. Le Coltan de Rubaya pourrait être réorienté vers le Burundi pour cloisonner le Rwanda et le priver des transactions commerciales liées aux minerais.

En 2023, le secrétariat des Nations unies écrivait une note[134]au conseil de sécurité pour informer des possibilités de relais en cas du désengagement de la MONUSCO sur terrain. Des structures furent mises à profit, y compris l'EACRF. Entre temps, la MONUSCO a effectivement amorcé son plan de retrait du Sud-Kivu. Ainsi, la base de Kamanyola avait été cédée alors que celle de Bijombo ne fonctionnait plus. Si la présence de la MONUSCO était signalée à Kahololo, les perceptions des populations sur cette mission des Nations Unies sont contrastées[135]. Bien que les Banyamulenge fussent les cibles d'attaques des groupes Mai-Mai, depuis 2020, les Bafuliru, les Banyindu et les Bavira à Bijombo étaient contraints à vivre dans les camps de déplacés internes. Le départ de la MONUSCO est ainsi perçu différemment des Banyindu, des Bafuliru et des Bavira par rapport aux Banyamulenge. Mais une chose est certaine, le retrait de la MONUSCO a laissé un vide sécuritaire difficile à combler.

S'agissant enfin de la SAMIDRC, la mission est implantée essentiellement au Nord-Kivu sa zone d'intervention. Mais là, elle subit les influences de la dynamique des Wazalendo dans certaines zones. Invitée principalement pour aider la RD Congo qui espérait bénéficier de son soutien pour combattre la Rébellion du M23/AFC, la SAMIDR est confortée dans sa position actuelle. L'appui tant espérée par la RDC semble s'estomper et le discours est aux négociations entre les présidents du Rwanda et celui de la RDC. Les tentatives de médiations sont en cours même si elles piétinent.

5.6. Wazalendo : L'équation sécuritaire à plusieurs inconnues

Mobilisés pour reconquérir les territoires congolais sous occupation du M23/AFC, les groupes Wazalendo dans leur plus grande diversité sont engagés aux côtés des FARDC aussi bien au Nord-Kivu que dans le territoire d'Uvira. Les combattants Wazalendo et les groupes armés ont des connexions et interactions régionales. Invités à Ngungu par le Général Volcan Karuba, trois leaders du groupe d'autodéfense local basé à Itara-Luvungi ont été aperçus dans les collines de Masisi aux côtés d'autres volontaires pour la défense de la patrie (VDP). Leur implication dans la guerre de Masisi, en plus d'interactions sécuritaires avec le TAFOC burundais au Sud-Kivu, le positionnent sur une autre dimension dans la guerre aux dimensions transnationales. Si pour une certaine opinion, les Wazalendo sont des acteurs de la violence, pour le Chef de l'État congolais, ce sont des patriotes qui défendent leur pays. L'on est ici face à une équation sécuritaire à plusieurs inconnues. En effet, de plus en plus les Wazalendo se présentent comme un « fourre-tout ». Le gouvernement rwandais avance même qu'ils seraient infiltrés par les FDLR et trouve là une raison pour soutenir ouvertement les M23.

[134] Conseil de sécurité des Nations Unies, « Rapport du Secrétaire général » (New York : Nations Unies, 2 août 2023),

[135] Josaphat Musamba et Sylvie Imata, « Retrait de la MONUSCO Comprendre le rôle des médias et l'engagement des comités locaux de sécurité et protection dans la prévention des conflits et menaces pendant la transition au Sud-Kivu » (Bukavu : Benevolencija Grands Lacs, juin 2024), https://www.labenevolencija.org/latest/withdrawal-of-monusco-from-south-kivu/.

CONCLUSION

Ayant scruté les interactions entre les groupes armés et des acteurs socio-politiques, économiques, sécuritaires autour de l'exploitation des ressources naturelles dans les chefferies de Bafuliru et des Bavira dans une perspective à la fois locale et sous régionale, la recherche a permis de ressortir six grands résultats à savoir :

(1) Les acteurs armés (Groupes armés et groupes d'auto-défense) sont liés par des relations familiales, claniques et /ou amicales qui participent à la configuration des interactions aussi bien économiques que politiques et sécuritaires. L'ancrage socio-clanique des groupes armés explique en partie pourquoi certains d'entre eux persistent dans la mobilisation armée. Il est important de comprendre les dynamiques claniques autour des groupes armés pour comprendre leurs nano-motivations et attentes. Certains acteurs naviguent ainsi entre les intérêts portés par groupes armés et ceux qui mobilisent les acteurs de Peacebuilding. Du coup, il est important de comprendre leurs motivations pour saisir les contours de leur navigation entre le statut d'acteurs de paix et celui de soutien « tacite » aux groupes armés.

(2) Les interactions entre les groupes armés et les acteurs politiques ne se limitent pas aux processus politiques. Elles s'étendent aussi aux enjeux économiques et sécuritaires. De nombreux témoignages démontrent que les contacts entre les acteurs politiques et les groupes armés font partie du champ politique au sens large. Les politiques locaux, nationaux et même internationaux jouent des rôles spécifiques en fonction de leurs agendas déclarés ou pas.

(3) Les groupes armés et les opérateurs économiques interagissent dans l'espace à travers la fonction de la taxation. Des taxes sont imposées, d'autres négociées et d'autres encore rentrent dans les cas des arrangements locaux. Ces taxes sont non seulement l'expression du pouvoir qu'un groupe armé exerce dans sa zone, mais aussi des logiques de domination et de dépendance entre acteurs en présence. Le contrôle des taxes constitue en fin de compte une des raisons de la persistance des acteurs armés dans la zone.

(4) Dans le domaine de la sécurité, certains groupes armés assurent les fonctions de protection des acteurs sociaux et des commerçants ambulants ainsi que des petites et moyennes entreprises. On sait par exemple que dans la chefferie des Bafuliru les groupes armés pro-Banyamulenge s'en prennent aux commerçants bafuliru et banyindu, et vice versa, mais tolèrent les commerçants bashi. De même, dans les zones contrôlées par les groupes Mai-Mai à Lemera ou Rurambo, des commerçants banyamulenge ne sont pas les bienvenus.

(5) Les interactions entre les groupes armés locaux, étrangers et les forces de défense du type républicain sont perceptibles à Uvira. Par exemple, les FARDC et FDNB côtoient les FARDP de Mafikiri Katare Muganguzi (Rushaba), tandis que ces derniers traquent les combattants Twigwaneho de Michel Rukunda et Charles Sematama. La collaboration de fait est largement établie. Les dynamiques transnationales s'inscrivent alors dans la logique d'appui aux rébellions étrangères basées dans la région, de soutien à un gouvernement étranger ou encore de l'appui aux groupes armés présentant des liens ethniques transnationaux. Ici, les acteurs politiques et économiques sont au centre de connexions criminelles à l'interne et au niveau de la région. A titre d'exemple, il n'y a pas que les raisons sécuritaires qui justifient la présence des FDNB à Uvira, renflouer les banques burundaises avec les devises et combler les problèmes d'approvisionnement en carburant est une des raisons parmi les moins déclarées.

(6) De nouvelles pistes d'actions et de recherches peuvent être envisagées. Si des actions combinées doivent être enclenchées, il est indispensable de comprendre les différents aspects des chaînes d'approvisionnement des ressources au niveau de la sous-région. Étudier ultérieurement les contaminations entre les chaînes de valeurs du riz du Burundi, du Rwanda et de la plaine de la Ruzizi et étudier les dynamiques des acteurs armés (Étatiques ou des groupes armés), clarifier la chaîne d'approvisionnement du calcaire dans la chefferie des Bafuliru (avec un regard soutenu sur les enjeux et les logiques des acteurs), pourraient permettre d'éclairer les nouvelles actions à mener dans le domaine de la construction de la paix.

RECOMMANDATIONS

Compte tenu de ce qui précède, cette étude propose quelques pistes à intégrer dans les efforts déjà engagés dans le processus de construction de la paix. Ces pistes sont susceptibles de participer à la réduction de la violence entre groupes ethniques antagonistes pour espérer cheminer vers la paix dans cette zone :

I. Aux bailleurs des fonds et à des ONG de la coopération bilatérale

1) En marge du débat autour de la Due Diligence OCDE et les exigences liées à la traçabilité des minerais et autres ressources produits dans la chefferie des Bafuliru et Bavira et des risques des contaminations ou d'une présence des acteurs armés dans la chaîne d'approvisionnement, une approche socio-institutionnelle devrait être engagée afin d'amener les bailleurs à comprendre le contexte dans sa complexité pour mieux penser les actions à mener.
2) Bijombo et Kigoma méritent une attention soutenue. Un projet de Peacebuilding devrait privilégier les rapprochements entre les communautés séparées à travers des actions de revitalisation des marchés hebdomadaires locaux et leurs fonctions de rapprochement. Bref amener les communautés à privilégier les intérêts communs. Si des actions qui connectent les communautés en conflit peuvent conduire à un changement substantiel dans les deux chefferies, des projets de routes d'intérêts communautaires et de desserte agricole devraient rassembler les communautés. Ainsi, à Kabindula et Kidjaga comme à ses limites avec Bijombo, les sentiers qui mènent vers Muranvya et Kaholoolo devraient être réhabilités.
3) Un projet d'accompagnement des Asbl locales, les services de Travaux publics et affaire sociale au niveau de la chefferie, du groupement et des villages pourrait aider à recréer la confiance autour d'une infrastructure de connexion et de paix entre les communautés.

II. Aux ONG intervenant dans la transformation de la paix, de la cohésion communautaire et des transformations des conflits

1) Travailler avec des approches socio-institutionnelles afin d'accompagner les institutions locales (CLS, etc.) dans la régulation des activités minières à des micro-échelles sans chasser et imploser les groupes armés
2) Accompagner les CLS et Sous-CLS dans la régulation des activités minières. Si ces deux structures sont redynamisées et accompagnées, l'implication des groupes armés et leur présence se verront réduites. La même option pourrait s'appliquer aux CCRCC afin de réduire la portée des conflits au niveau des pouvoirs locaux.
3) Approcher et accompagner l'entreprise qui a été autorisée d'exploiter le calcaire dans le groupement Itara-Luvungi et ailleurs.
4) Travailler sur les cahiers des charges des communautés.

III. A l'État Congolais et aux forces de défense et de sécurité

1) D'assurer que les activités sont faites dans les normes et le respect des relations civilo-militaires. Le retrait de la MONUSCO a laissé des vides sur le plan de la protection des civils dans les zones comme Kitoga, Bijombo et Kifune ou Kaholoolo. La politique de sécurisation des marchés hebdomadaires devrait s'étendre aussi dans les Hauts et moyens plateaux.
2) Accélérer le processus de P-DDRCS, surtout la phase de démobilisation.
3) Rendre pérenne la politique de lutte contre les voleurs des vaches à travers les deux chefferies.
4) Clarifier les tâches et les rôles des FARDC, des forces d'autodéfense du Mwami et les FARDP et/ou les Gumino.
5) Renfoncer une présence militaire dans les voies d'accès de Bijombo, Kigoma et Lemera pour assurer la libre circulation des personnes et de leurs biens.

IV. Aux ministères (ou Divisions) en charge des mines et géologies, environnement et forêts

1) Travailler avec les structures sous régionales dans le suivi, la régulation et, le cas échéant la déconnexion des interactions susceptibles de renforcer la déstabilisation des rapports entre les États. Situer les perspectives dans leur matérialité
2) Des projets de régionaux seraient appuyés pour formaliser les acteurs dans la chaîne d'approvisionnement des planches dans les deux chefferies
3) Diligenter une mission afin de cartographier les sites miniers existant dans les groupements de Bijombo et Kigoma et formaliser le secteur comme c'est le cas à Lemera et Munanira.
4) Organiser des missions d'inspection de la chaîne d'approvisionnement de Munanira à Katogota afin de comprendre la dynamique des acteurs armés dans ses maillons.

V. Aux autorités locales, CL Sécurité et CCRCC

1) S’assurer que les conflits des pouvoirs locaux sont gérés durablement et monitorés dans les villages où des contestations sont nombreuses comme à Bibangwa où certains successeurs de chefs locaux vivent au Rwanda et gèrent les villages dans les Hauts Plateaux en RD Congo.

2) Savoir gérer avec prudence et sagesse les différends qui opposent les groupes ethniques dans leurs entités et espérer au retour des personnes déplacées.

RÉFÉRENCES

1. Amsterdam & Patners. Minerais de sang : « Tout le monde voit les massacres à l'Est du Congo. Mais tout le monde se tait. ». Le blanchiment des minerais 3T par le Rwanda et les entités privées. Washington DC, Avril 2024
2. Baczko, Adam, et Gilles Dorronsoro. « Pour une approche sociologique des guerres civiles ». Revue française de science politique 67, n° 2 (2017): 309-27.
3. Bagula, Espoir Mukengere, Sylvain Mapatano, Karume Katcho, et Nacigera Gustave Mushagalusa. « Efficience des techniques de gestion de l'eau et de fertilité des sols sur le rendement du maïs dans les régions semi-arides : cas de la plaine de la Ruzizi (Sud-Kivu, République Démocratique du Congo) ». VertigO, n° Hors-série 17 (4 septembre 2013). https://doi.org/10.4000/vertigo.13922.
4. Bahati, Jackson. « Cibitoke : le ciment Buceco devient de plus en plus rare ». Iwacu, 15 janvier 2020. https://www.iwacu-burundi.org/cibitoke-le-ciment-buceco-devient-de-plus-en-plus-rare/.
5. Baraka Akilimali, Joël, Nene Morisho, Onesphore Sematumba, Joseph Mapendo Ndoole, Fréderic Oméga Thige, et Emmanuel Magayane. « Le Blanchiment des capitaux liés aux groupes armés et autres réseaux criminels au Sud-Kivu et au Nord-Kivu, RD Congo : Etude des procédés d'une économie locale criminalisée ». Goma: Éditions de Pole Institute, mars 2024.
6. Becker, G.S., Crime and Punishment: an economic Approach, Journal of Political Economy, vol.72., n°2, 1968
7. Bevort, Antoine. « À propos des théories du capital social : du lien social à l'institution politique », Sociologie du travail [En ligne], Vol. 45 - n° 3 | Juillet-Septembre 2003, mis en ligne le 18 novembre 2003, consulté le 08 juillet 2024. URL : http://journals.openedition.org/sdt/31977 ; DOI : https://doi.org/10.4000/sdt.31977
8. Brabant, Justine, et Jean Louis Nzweve. « La Houe, la Vache et le Fusil Conflits liés à la Transhumance en Territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC) : État des Lieux et Leçons Tirées de l'expérience de LPI/The Cultivator, the Cow and the Gun-Conflicts which all links to the Seasonal Move t », 2013.
9. Bulonza, Bertin. Sud-Kivu : très controversé, le ministre des Mines sous le coup d'une motion de défiance. Mediacongo du 19 avril 2022. https://www.mediacongo.net/article-actualite-103511_sud_kivu_tres_controverse_le_ministre_des_mines_sous_le_coup_d_une_motion_de_defiance.html
10. Caparini, Marina. « Organized Environmental Crime: Why It Matters for Peace Operations ». SIPRI, 12 mai 2022. https://www.sipri.org/commentary/topical-backgrounder/2022/organized-environmental-crime-why-it-matters-peace-operations.
11. Carayol, Rémi. « Burundi – Melchiade Biremba : « On ne peut pas défendre la démocratie avec des belles paroles » - Jeune Afrique.com ». JeuneAfrique.com, 23 février 2016. https://www.jeuneafrique.com/304829/politique/burundi-melchiade-biremba-on-ne-defendre-democratie-belles-paroles/.
12. Cercle de Concertation. « Les acteurs armés non-étatiques et les chaînes de valeur agricole : Etude sur Bashali-Mokoto et Bwito, Nord-Kivu (République démocratique du Congo) ». Rapport non-publié. Goma : Geneva Call, 2019.
13. Chef de Division Provinciale des Affaires Coutumières. « Cartographie des conflits coutumiers dans la province du Sud-Kivu ». Division provinciale des affaires coutumières, 17 juillet 2023.
14. Claridge, Tristan.What is Linking Social Capital ? Institute for Social Capital. January 7, 2018. https://www.socialcapitalresearch.com/what-is-linking-social-capital/
15. Company, Burundi Cement. « Damascène Umuhindigiri : La Production de Burundi Cement Atteint Des Niveaux Records ». PR Newswire, 16 mars 2013. https://www.prnewswire.com/news-releases/tribert-rujugiro-ayabatwa--la-production-de-burundi-cement-atteint-des-niveaux-records-198610421.html.
16. Conseil de sécurité des Nations Unies. « Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ». New York : Nations Unies, 16 décembre 2022.
17. ———. « Rapport du Secrétaire général ». New York : Nations Unies, 2 août 2023.
18. ———. « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ». New York : Nations Unies, 23 novembre 2008.
19. ———. « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ». New York : Nations Unies, 23 novembre 2009.
20. ———. « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ». New York : Nations Unies, 15 novembre 2012.
21. ———. « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ». New York : Nations Unies, 23 mai 2016.
22. ———. « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ». New York : Nations Unies, 4 juin 2018.
23. ———. « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ». New York : Nations Unies, 10 juin 2021.
24. ———. « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ». New York : Nations Unies, 14 juin 2022.
25. ———. « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ». New York: Nations Unies, 13 juin 2023.

26. Furaha Mirindi, Germaine. « Analyse comparée des chaines de valeur du riz dans la plaine de la Ruzizi de la Communauté Economique des pays des Grands Lacs (CEPGL) ». Université de Liège -Gembloux Agro-Bio Tech, 2017.
27. Hoffmann, Kasper, Koen Vlassenroot, et Gauthier Marchais. « Taxation, Stateness and Armed Groups: Public Authority and Resource Extraction in Eastern Congo ». Development and Change 47, nº 6 (2016): 1434-56.
28. Iguma Wakenge, Claude, Marie-Rose Bashwira Nyenyezi, Sylvia I. Bergh, et Jeroen Cuvelier. « From 'Conflict Minerals' to Peace? Reviewing Mining Reforms, Gender, and State Performance in Eastern Democratic Republic of Congo ». The Extractive Industries and Society 8, nº 2 (1 juin 2021): 100894. https://doi.org/10.1016/j.exis.2021.100894.
29. La PrunelleRDC /RTNC. « Sud-Kivu : vers le vote d'un édit portant réglementation de l'élevage ? » Laprunelle Verte, 2 juin 2022. https://laprunelleverte.com/sud-kivu-vers-le-vote-dun-edit-portant-reglementation-de-lelevage/.
30. Liffran, Olivier, et Antoine Rolland. « RDC : Du Texas aux hauts plateaux, le FBI sur la trace du financement des milices du Sud-Kivu ». Africa Intelligence, 21 juin 2024. https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2023/01/16/du-texas-aux-hauts-plateaux-le-fbi-sur-la-trace-du-financement-des-milices-du-sud-kivu,109881321-ge0.-
31. Malipo Kabiona, Yves. « Un maquis urbain ? Participation et légitimation du militantisme armé dans une petite ville de l'Est de la RDC », EchoGéo [En ligne], 67 | 2024, mis en ligne le 31 mars 2024, consulté le 17 juillet 2024. URL : http://journals.openedition.org/echogeo/27045 ; DOI : https://doi.org/10.4000/11y03
32. Matanock, Aila M., et Paul Staniland. « How and Why Armed Groups Participate in Elections ». Perspectives on Politics 16, nº 3 (2018): 710-27.
33. Mathys, Gillian. « Lines through the Lake: Why the Congo-Rwanda Border Can't Be Redrawn ». African Argument, 2 mai 2023. https://africanarguments.org/2023/05/lines-through-the-lake-why-the-congo-rwanda-border-cant-be-redrawn/.
34. Mathyssen, Ken, et Erik Gobbers. « Armed conflict, insecurity, and mining in eastern DRC: Reflections on the nexus between natural resources and armed conflict ». Antwerp: IPIS and USAID, décembre 2022. https://ipisresearch.be/wp-content/uploads/2022/12/20221208_ILRG_IPIS_Armed-conflict-insecurity-and-mining-in-eastern-DRC.pdf.
35. ———. Le peuple Banyamulenge : Culture et tradition. 09/10/2018. https://www.radiookapi.net/2018/10/09/emissions/identite-culturelle/le-peuple-banyamulenge-culture-et-tradition
36. ———. Sud-Kivu: la fraude minière alimente les groupes armés (PDDRC-S), 24 mars 2024. https://www.radiookapi.net/2024/03/20/actualite/securite/sud-kivu-la-fraude-miniere-alimente-les-groupes-armes-pddrc-s
37. https://www.undp.org/fr/drcongo/actualites/une-loi-pour-attenuer-les-conflits-entre-eleveurs-et-agriculteurs-lest-de-la-rdc
38. M'munga Assumani, François. « Violence armée au cœur de l'attribution de terres au Sud-Kivu ». In Conjonctures de l'Afrique centrale, édité par Sarah Katz-Lavigne, Réginas Ndayiragije, Lucien Ramazani Kalyongo, et Benjamin Chemouni. Cahiers africains, no. 98. Paris : L'Harmattan, 2022.
39. Mfaume, Evariste. « Vers une paix durable dans l'Est du Congo. Réflexions des initiatives de construction de la paix dans les Hauts-Plateaux du Sud-Kivu à la lumière du Processus de Nairobi ». Dans Groupes armés et développement en RD Congo : Dynamiques, enjeux et perspectives, Actes du Colloque FES-UOB, sous la direction de Joël Baraka Akilimali, Thomas Mwagalwa Furaha, Pierre Maurer, Auguste Mwilo-Mwihi Watuta, et Pierrot Ntizimire Chambu, Friedrich Ebert Stiftung. Kinshasa, 2024.
40. Mubake Kakozi, Emmanuel. « Division provinciale des affaires coutumières terrioites d'Uvira : Cartographie des conflits coutumiers dans le territoire d'Uvira ». Division provinciale des affaires coutumières, 15 juillet 2023.
41. Musamba, Josaphat, et Erik Gobbers. « Armed Groups, Territorial Control, Land Disputes, and Gold Exploitation in Djugu, Ituri, Democratic Republic of Congo ». Antwerp : IPIS, septembre 2023.
42. Musamba, Josaphat, et Vogel, Christoph. Rapprochements ethnolinguistiques aux zones minières artisanales à l'est de la RD Congo. In: Reyntjens, Filip; Vandeginste, S; Verpoorten, M. L'Afrique des grands lacs. Annuaire. Brussel : 40003, 207-231
43. Musamba, Josaphat, et Sylvie Imata. « Retrait de la MONUSCO Comprendre le rôle des médias et l'engagement des comités locaux de sécurité et protection dans la prévention des conflits et menaces pendant la transition au Sud-Kivu ». Bukavu : Benevolencija Grands Lacs, juin 2024. Consulté le 22 juin 2024. https://www.labenevolencija.org/latest/withdrawal-of-monusco-from-south-kivu/.
44. Mutambo J., Joseph. Les Banyamulenge : Qui sont-ils ? , d'où viennent-ils? Quel rôle ont joué (et pourquoi) dans le processus de la libération du Zaïre ? Saint Paul. Limete/Kinshasa, 1997.
45. Ntumwa, Jean. « Minembwe(RDC) : plus de 265000 vaches pillées en deux ans, la malnutrition s'invite ». SOS Médias Burundi (blog), 18 janvier 2021. https://www.sosmediasburundi.org/2021/01/18/minembwe-rdc-plus-de-265000-vaches-pillees-en-deux-ans-la-malnutrition-sinvite/.
46. Ntwari, Adam. « Sud-Kivu (RDC) : la FDNB renforce ses positions ». SOS Médias Burundi (blog), 16 avril 2022. https://www.sosmediasburundi.org/2022/04/16/sud-kivu-rdc-la-fdnb-renforce-ses-positions/.
47. Paluku Kitakya, Paul, Mumbere E. Lubula, et Minane M.-G. Mpore. « Fraude et contrebande minières au Nord-Kivu ». Goma : Éditions de Pole Institute, 2023.
48. PNUD. Une loi pour atténuer les conflits entre éleveurs et agriculteurs à l'Est de la RDC.
49. Radio Okapi. « Bukavu : clôture du projet de consolidation de la paix à travers le commerce transfrontalier en RDC, au Rwanda et au Burundi ». Radio Okapi, 31 mars 2023. https://www.radiookapi.net/2023/03/31/actualite/societe/bukavu-cloture-du-projet-de-consolidation-de-la-paix-travers-le.

50. Redaction. « Nyangezi : Des paniques à Munya sur fond d'une nouvelle forme de tribalisme et xénophobie ? » Kivu5.Net (blog), 9 juillet 2023. Https://www.kivu5.net/nyangezi-des-paniques-a-munya-sur-fond-dune-nouvelle-forme-de-tribalisme/.
51. Ruhimbika, Manassé. Les Banyamulenge, Congo-Zaïre, entre deux guerres. Mémoires lieux de savoir. Paris : L'Harmattan, 2001.
52. Rushigira, Cadeau, Patricio Mendez Del Villar, et Nicolas Paget. « La filière riz dans la plaine de la Ruzizi à l'est de la RDC. Organisation et transmission de l'information ». Économie rurale, nº 384 (15 mai 2023) : 77-92.
53. Schlichte, Klaus. « With the State against the State? The Formation of Armed Groups ». Contemporary Security Policy 30, nº 2 (août 2009): 246-64.
54. Secrétariat de la SADC. « Deployment of the SADC Mission in the Democratic Republic of Congo ». Southern African Development Community, 4 janvier 2024. https://www.sadc.int/fr/node/5230.
55. Sematumba, Onesphore., Senzira, Nahayo Paul., Lubula, Mumbere Eugène., Barengeke, A., Morisho, N. Financement des groupes armés à l'Est de la RD Congo, fondement d'une économie criminelle. Le cas de la province du Nord-Kivu.Etude de Pole Institute, 2021.
56. Staniland, Paul. « Armed Groups and Militarized Elections ». International Studies Quarterly 59, nº 4 (2015): 694-705. https://www.jstor.org/stable/43869053.
57. Stearns, Jason, et Christoph Vogel. « The Landscape of Armed Groups in the Eastern Congo ». Stearns, Jason; Vogel, Christoph (2015). The Landscape of Armed Groups in the Eastern Congo. New York: Congo Research Group at New York University, CIC., décembre 2015. https://doi.org/10.5167/uzh-120157.
58. Stearns, Jason. « L'ancrage social des rébellions congolaises ». Afrique contemporaine 265, nº 1 (20 décembre 2018): 11-37. https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2018-1-page-11.htm.
59. Tazamardc. Wazalendo en Action : Prévention et sanctions contre le trafic des minerais de Rubaya, février 2024. https://tazamardc.net/2024/02/25/wazalendo-en-action-prevention-et-sanctions-contre-le-trafic-des-minerais-de-rubaya/
60. Tshilombo Tshisekedi, Felix-Antoine. Projet de Loi N°23/014 du 22 mai 2023 instituant la Reserve Armée de la Défense en République démocratique du Congo, RAD § (2023).
61. Verhaegen, Benoît. Rébellions au Congo. Les études du C.R.I.S.P. IRES, CRISP et INEP, 1966.
62. ———. Rébellions au Congo : Maniema. Les études du C.R.I.S.P. CRISP et IRES, 1969.
63. Verweijen, Judith, et Justine Brabant. « Cows and Guns. Cattle-Related Conflict and Armed Violence in Fizi and Itombwe, Eastern DR Congo ». The Journal of Modern African Studies 55, nº 1 (mars 2017): 1-27.
64. Verweijen, Judith, et Koen Vlassenroot. « Armed mobilisation and the nexus of territory, identity, and authority: the contested territorial aspirations of the Banyamulenge in eastern DR Congo ». Journal of Contemporary African Studies 33, nº 2 (3 avril 2015): 191-212.
65. Verweijen, Judith, Juvénal Twaibu, Oscar Dunia Abedi, et Alexis Ndisanze Ntababarwa. « La plaine de la Ruzizi : Un carrefour de conflits et de violence ». Gand : Série Insecure Livelihoods, mai 2020.
66. Verweijen, Judith, Juvénal Twaibu, Moïse Ribakare, et Freddy Kasongo Mwambi. « Pagaille sur les Plateaux : La trajectoire de l'escalade de la violence dans les montagnes du Sud-Kivu ». Série Insecure Livelihoods. Gand: GIC Network, juin 2021.
67. Vlassenroot, Koen, Emery Mudinga, et Josaphat Musamba. « Navigating Social Spaces: Armed Mobilization and Circular Return in Eastern DR Congo ». Journal of Refugee Studies 33, nº 4 (1 décembre 2020): 832-52.
68. Vlassenroot, Koen, Emery Mudinga, et Kasper Hoffmann. Contesting Authority: Armed Rebellion and Military Fragmentation in Walikale and Kalehe, North and South Kivu. Londres: Rift Valley Institute, 2016.
69. Vlassenroot, Koen. South Kivu: Identity, Territory, and Power in the Eastern Congo. Rift Valley Institute, 2013.
70. Vogel, Christoph, et Josaphat Musamba. « Brokers of crisis: the Everyday uncertainty of Eastern Congo's mineral négociants ». The Journal of Modern African Studies 55, nº 4 (2017): 567-92.
71. Wany S., Gracieuse. « Accusé d'entretenir une milice à Luvungi : le député Mbabaro se dit étonné et parle d'une imputation dommageable ». La Prunelle RDC, 6 mars 2020. https://laprunellerdc.cd/accuse-dentretenir-une-milice-a-luvungi-le-depute-mbabaro-se-dit-etonne-et-parle-dune-imputation-dommageable/.
72. William Batangalwa Undji, Thomson. « RDC/FIZI : 40 combattants du FNL neutralisés par la Force régionale de l'EAC et les FARDC au Sud-Kivu ». Iwacu, 2 novembre 2022. https://www.iwacu-burundi.org/rdc-fizi-40-combattants-du-fnl-neutralises-par-la-force-regionale-de-leac-et-les-fardc-au-sud-kivu/





Pour toute information, veuillez contacter

Monsieur Amédée BARHANGANA FIKIRINI
Directeur *Régional* de Life & Peace Institute – Grands-Lacs
Tel +243 (0)81 56 84 349 | +243 (0)976331585
Email: amedee.fikirini@life-peace.org
Site Internet: www.life-peace.org